

***l'Anti*capitaliste**

n°253 | 31 juillet 2014 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

NI INTERDITE NI ANTISÉMITTE

La solidarité avec le peuple palestinien continue!

REUTERS / LUKE MACGREGOR

Dossier de l'été
Première Guerre mondiale
Pages 5 à 8

ÉDITO
Chômage: des chiffres,
des réalités
Page 2

PREMIER PLAN
Palestine: la solidarité des
révolutions populaires
Page 2



ACTU POLITIQUE
Réforme pénale:
la «culture du contrôle»
Page 4

LIBRE EXPRESSION
Condamner Israël, un devoir
Page 12



M 04249 - 253 - F: 1,20 € - RD



Par ROBERT PELLETIER

Chômage: des chiffres, des réalités

C'est discrètement que le gouvernement a annoncé les chiffres du chômage qui confirment ce que tout le monde sait: la baisse du chômage promise et annoncée tant de fois par Hollande n'est toujours pas là. Officiellement, ce sont 9400 personnes de plus inscrites à Pôle emploi comme «*chômeur à la recherche active d'un emploi*», soit 3398300 chômeurEs, une hausse de 0,3% en un mois et 4% en un an. D'après les chiffres officiels, plus de 6 millions de personnes sont inscrites à Pôle emploi, et cela ne prend pas en compte les invisibles, hors des statistiques, tels les bénéficiaires du RSA et les sans droits: jeunes de moins de 25 ans, primo demandeurs d'emploi, sans droits pour dépassement des plafonds de ressources dans le foyer, bénéficiaires de pensions de reversion, de pensions alimentaires qui dépassent les plafonds du RSA...

Seuls 2 chômeurEs sur 10 sortent des listes pour «*reprise d'emploi déclarée*». Les autres sont victimes de radiations par Pôle emploi: en juin, 204000, soit 43,4% des sorties des listes pour défaut d'actualisation et 51100, soit 10,9% des sorties, par radiations administratives.

Au total, cela fait donc 33% environ de la population active sans emploi ou sans emploi stable. Derrière ces chiffres bruts, quelques réalités: un inscritE à Pôle emploi sur deux ne perçoit aucune indemnité ni allocation. Le chômage de longue durée (entre 2 et 3 ans) augmente: +15,4% sur 1 an, comme celui de très longue durée (+ de 3 ans): +17,6% sur 1 an. Mais surtout, piètre résultat des réformes des retraites, pour les plus de 50 ans, c'est +11,3% sur 1 an. L'autre réalité, c'est la précarisation des précaires. 50% des chômeurEs indemnisés occupaient un emploi précaire en 2013: 38% après une fin de CDD et 12% après une fin de mission d'intérim. Près d'un sur trois (31%) après un licenciement, dont 10% après un licenciement économique. Enfin, 13% se sont inscrits à Pôle emploi après une rupture conventionnelle, chiffre en augmentation par rapport aux années précédentes (11,4% en 2011)...

Des chiffres, des réalités, qui disent mieux que tous les discours l'échec des politiques dites «*de sauvegarde de l'emploi*», cela au moment où le patron du Medef exige toujours plus de cadeaux alors que les prévisions de créations d'emplois liées au Pacte de responsabilité diminuent avant même les premiers effets promis.

BIEN DIT

La Ligue des droits de l'homme, qui a condamné les interdits de manifester aussi bien que les manifestations d'antisémitisme, met solennellement en garde. (...) Plus que jamais, la justice et la paix ont besoin d'une expression unitaire et forte. Plus que jamais, il nous faut rester fermes et rassemblés sur les demandes d'urgence et d'avenir qui fondent notre solidarité: cessez-le-feu, levée du blocus, reprise de pourparlers et de négociations pour la création d'un État palestinien.

Communiqué de la LIGUE DES DROITS DE L'HOMME du lundi 28 juillet.

À la Une

Gaza: les massacres continuent, la solidarité doit s'amplifier

La folie meurtrière et destructrice qui frappe Gaza depuis le 8 juillet a franchi un nouveau cap. Selon le ministère de la Santé palestinien, ce sont pas moins de 1200 personnes qui ont trouvé la mort dans la petite bande côtière entre le 8 et le 29 juillet. Soit, en moyenne, près de 60 mortEs par jour.

Les gesticulations diplomatiques n'y font rien, et l'État d'Israël continue de détruire méticuleusement la bande de Gaza en prétendant, contre toutes les évidences, s'en prendre aux seules infrastructures militaires des groupes armés palestiniens.

Ramener Gaza à «l'âge de pierre»

Écoles de l'ONU, hôpitaux, plages, aire de jeux... rien n'échappe au déluge de fer et de feu qui s'abat sur la petite enclave palestinienne avec une violence que l'on n'avait pas connue depuis l'hiver 2008-2009 et l'opération dite «*Plomb durci*», de sinistre mémoire. Plus d'un millier de mortEs donc, mais aussi près de 7000 blessés, des milliers de bâtiments détruits, des dizaines de milliers d'autres endommagés et environ 250000 personnes, soit 15% de la population, qui ont dû fuir leur domicile.

Les abris de l'ONU sont surchargés, les hôpitaux peinent à soigner les blessés et sont en manque de médicaments et de matériel médical, et selon l'ONU ce sont désormais 80% des habitantEs de Gaza qui bénéficient de moins de 4 heures d'électricité par jour, et plus de 50% d'entre eux qui n'ont pas un accès suffisant à l'eau potable.

Un tel désastre humain n'est bien évidemment pas un «*dommage collatéral*» ou une conséquence «*indirecte*» de l'agression militaire israélienne. La destruction des infrastructures civiles de la bande de Gaza fait partie de l'opération, et il semble que, pour les autorités israéliennes, il est désormais établi



qu'il s'agit de ramener Gaza «à l'âge de pierre». Les bombardements en cours auront des conséquences durables sur la vie des Palestiniens de Gaza, déjà soumis, depuis 7 ans, à un blocus inhumain et illégal, qui rend toute vie quasiment impossible, avec par exemple 60% de chômeurEs chez les moins de 30 ans et plus de 70% de la population dépendante de l'aide alimentaire (avant les bombardements).

Inacceptables «trêves»

Pour Israël, il s'agit donc, une fois de plus, de faire payer le prix de leur insoumission à la population et aux organisations palestiniennes qui refusent de rendre les armes et de cesser de revendiquer des droits pourtant élémentaires. Les propositions de «*trêve inconditionnelle et*

unilatérale», qu'elles viennent des États-Unis, de l'Égypte ou de l'ONU, ne peuvent être décevantement acceptées par les Palestiniens. Une telle «*trêve*» ne serait en effet rien moins qu'une capitulation, puisqu'il s'agirait de revenir à la situation antérieure (et donc au blocus) en s'engageant à cesser toute «*hostilité*». Comme si le blocus, le survol permanent de Gaza par des drones israéliens, les bombardements et les assassinats réguliers, etc., n'étaient pas des «*hostilités*». Comme si l'enfermement de près d'1,8 million de personnes, dont les deux tiers sont des réfugiés revendiquant le droit de revenir sur leur terre, n'était pas des «*hostilités*». Comme si l'occupation, les expulsions, les arrestations, la colonisation en Cisjordanie et à Jérusalem n'étaient pas des «*hostilités*»...

Amplifier la solidarité

Car, et c'est un phénomène qui bien que présent au cours des dernières semaines a acquis une visibilité spectaculaire ces derniers jours, les manifestations se multiplient en Cisjordanie, rappelant à ceux qui avaient tendance à l'oublier que les Palestiniens sont un peuple et que l'agression militaire israélienne n'est pas seulement dirigée contre Gaza mais contre les Palestiniens dans leur ensemble. 15000 manifestantEs ont ainsi défilé le 24 juillet à Ramallah, les forces d'occupation israéliennes, qui ont répliqué en tirant à balles réelles, causant la mort de deux manifestants et en blessant plus de 150. Des mobilisations éparses ont également lieu dans les autres grandes villes de Cisjordanie qui, si elles n'annoncent pas une «*troisième intifada*», témoignent de la solidarité et de la détermination de dizaines de milliers de Palestiniens mobilisés.

Une solidarité et une détermination qui, à l'instar de celle de la population et des organisations de la résistance à Gaza, rend d'autant plus abjecte la passivité et la complicité de la prétendue «*communauté internationale*», qui regarde sans rien dire l'État d'Israël massacrer une fois de plus les Palestiniens. Une solidarité et une détermination dont nous devons nous faire l'écho en France en poursuivant la mobilisation et les manifestations de soutien, et en continuant de développer la campagne de Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) contre Israël, seule à même de briser l'impunité de cet État terroriste.

Julien Salingue

PALESTINE

La solidarité des révolutions populaires



Ouverture temporaire du poste frontière de Rafah entre la bande de Gaza et l'Égypte le 26 mai 2011. DR

Tandis que continue l'agression militaire israélienne contre la Bande de Gaza, et la répression contre les Palestiniens citoyens d'Israël et contre des Palestiniens de Cisjordanie, des manifestations de solidarité avec le peuple palestinien ont eu lieu dans la région du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord.

En Syrie, dans les «*territoires libérés*», notamment dans différents quartiers d'Alep, dans la ville de Qaboun près de Damas, Deraa, etc., il y a eu des manifestations de solidarité avec le peuple palestinien depuis le début de l'agression.

Palestine, Syrie, Égypte... «Nous sommes un»

Dans le quartier de Salah el Din, les manifestantEs ont envoyé ce message

au peuple palestinien: «*De la population de Salah el Din à Alep à la population de Gaza: nous sommes un, comme l'est notre lutte et notre ennemi*». Une veillée aux bougies a également eu lieu à Alep pour Gaza, tandis que des enfants manifestaient en masse dans la ville de Qaboun en solidarité avec la Palestine. Il y a également eu des manifestations de soutien pour Gaza dans le camp palestinien de Yarmouk.

Un monde à changer

PRIVÉ-E-S D'ÉCOLE. Une étude de l'European Roma Rights Centre (ERRC), rendue publique lundi 28 juillet, montre que de nombreux enfants roms vivant en France ont un « accès restreint à l'éducation primaire ». Selon l'organisation, qui a mené cette année une étude dans six bidonvilles en France, auprès de 118 Roms de 18 à 60 ans, moins de la moitié de leurs enfants sont scolarisés.

Pour l'ERRC, cette absence de scolarisation est « une violation directe des obligations nationales et internationales de la France ». « Cela met également en péril l'avenir de ces enfants, diminue leurs possibilités d'accès à l'emploi, et aggrave l'exclusion sociale de ces communautés roms ». Pourtant, selon la loi française, la scolarisation est obligatoire de 6 à 16 ans pour tous les enfants, sans exception... Dans la plupart des cas (60%),

cette situation est due à l'attitude des maires. En effet, certains d'entre eux refusent d'inscrire des enfants roms dans l'école de leur commune sous prétexte que les familles ne peuvent fournir de justificatifs de domicile !

Il y a quelques mois, quand il était ministre de l'Intérieur, Valls considérait que « c'est illusoire de penser qu'on règlera le problème des populations roms à travers uniquement l'insertion » et qu'il n'y a « pas d'autre solution que de démanteler ces campements progressivement et de reconduire (ces populations) à la frontière ». Pourtant, dans son étude, ce n'est pas le système scolaire français que l'ERRC remet en cause mais bien les politiques d'expulsions qui empêchent une continuité dans la scolarité des enfants roms. Une nouvelle démonstration de la faillite politique et de la rupture idéologique de cette gauche là.

Le chiffre

63,8 milliards

C'est le montant en euros des cotisations collectées au titre de l'assurance vie par les sociétés d'assurances privées au cours du premier semestre. Les prestations versées se sont établies à 53,5 milliards d'euros. L'assurance vie a donc récolté en net 10,3 milliards en un seul semestre, à comparer aux 3,76 milliards collectés par le Livret A et le Livret de développement durable...

GOVERNEMENT

Stopper les pompiers pyromanes

En interdisant une nouvelle fois la manifestation parisienne du samedi 26 juillet contre l'offensive sur Gaza, le gouvernement essaye de diviser et minoriser le mouvement de solidarité. En s'attaquant à certains organisateurs et en particulier au NPA, il intensifie son soutien à l'État d'Israël.



Samedi 26 juillet place de la République à Paris... MB

À l'appel du Collectif national pour une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens et des organisations de jeunes palestiniens, la manifestation du mercredi 23 juillet avait rassemblé plus de 20 000 personnes sans aucun incident. Pourtant le gouvernement a une nouvelle fois interdit celle du 26 juillet appelée initialement par les mêmes organisations, hormis le PCF, la CGT et la LDH.

Qui trouble « l'ordre public » ?

Le prétexte est toujours le fameux « risque de trouble à l'ordre public » puisque, selon la préfecture de Paris, « les conditions de sécurité » n'étaient pas réunies... Des arguments qui permettent ainsi de s'attaquer à un droit élémentaire : celui de s'exprimer. Mais, comme la première, cette nouvelle interdiction passe mal et les critiques se font entendre jusque

dans la majorité. Surtout que la preuve est faite : des centaines de manifestations se sont déroulées et seules celles interdites ont connu des incidents. L'interdiction crée plus de désordre que l'autorisation. Mais encore une fois, samedi, des milliers de personnes ont bravé cette interdiction et sont venues exprimer leur solidarité.

Rupture et alignement sur Israël

Le soutien explicite du gouvernement Hollande-Valls à la politique de l'État d'Israël est une véritable rupture. Depuis Mitterrand et Chirac, tous les présidents, Sarkozy compris, ont défendu la même chose : une solution avec deux États, sur la base des frontières de 1967, avec Jérusalem pour capitale. Soit une condamnation de la colonisation et de l'occupation israélienne et l'appel à la relance du processus de paix.

Avec son communiqué défendant le droit d'Israël à se défendre, sans évoquer les Palestiniens ni le droit international, Hollande a une nouvelle fois choisi la voie réactionnaire. Au vu de cette position, une trentaine de députés PS se sont publiquement démarqués du gouvernement en signant un texte « Pour la paix et la justice au Proche Orient », reprochant à Hollande son soutien à l'État d'Israël et appelant pour certains à manifester le mercredi 23 juillet, rompant ainsi avec une décision du PS prise en 1974, celle de ne participer à aucune manifestation sur ce conflit.

Aucune leçon à recevoir de ce gouvernement !

Mais le plus dégueulasse, c'est encore d'amalgamer le mouvement de solidarité et l'antisémitisme. Dans un entretien avec des journalistes rapporté par *le Parisien*,

Valls a indiqué que les écologistes et l'extrême gauche « un problème avec Israël », et que pour lui « Ce ne sera pas le NPA qui gagnera. Ce seront les salafistes »... Au lendemain de la manifestation du 26 juillet, Le Foll, porte-parole du gouvernement (la voix de son maître...), aurait constaté « qu'on a jamais entendu de la part d'organisations politiques comme le NPA une condamnation ferme des propos qui ont été tenus et qui sont contraires à tous les principes républicains. C'est assez déplorable ». Le mouvement de solidarité n'a aucune leçon à recevoir de ce gouvernement sur la lutte contre les discriminations, le racisme et l'antisémitisme. Aucune leçon à recevoir d'un gouvernement qui recule sur le droit de vote des étrangers et stigmatise notamment les Roms, qui recule devant les Manif pour tous sur la PMA ou sur l'ABCD de l'égalité. Ce qui est « déplorable », c'est qu'en convoquant au tribunal notre camarade Alain Pojolat pour organisation de manifestations interdites, c'est toute la solidarité qui est criminalisée. Ce qui est « déplorable », c'est que ce gouvernement reprenne la rhétorique des dirigeants d'Israël, et déplace un conflit politique sur le terrain religieux. Alors oui, nous avons un problème avec l'État d'Israël – et avec ce gouvernement – mais en aucun cas avec les Juifs. Et notre colère, comme notre solidarité avec le peuple palestinien, sont bel et bien légitimes !

Sandra Demarcq

Sur le plateau du Golan occupé par Israël, des manifestants pro-révolution syrienne ont dénoncé l'attaque militaire de l'armée d'occupation d'Israël sur Gaza, avec des pancartes qui demandaient l'arrêt du massacre en Syrie et à Gaza.

En Égypte, des manifestations ont eu lieu au Caire pour dénoncer l'agression israélienne, mais aussi pour condamner la collaboration du régime avec Israël et demander l'ouverture du point de passage de Rafah. Le régime de Sissi, qui depuis l'été dernier a poursuivi et emprisonné des réfugiés palestiniens en Égypte avec une campagne médiatique massive contre eux, refuse l'ouverture du point de passage de Rafah. Il participe dès lors au siège de Gaza, empêche la sortie des Palestiniens soumis aux bombardements et l'entrée de convois humanitaires transportant médicaments et de convois égyptiens et internationaux de solidarité avec la

bande de Gaza. L'armée égyptienne a bloqué les convois qui voulaient se rendre à Gaza

Contre tous les régimes autoritaires

La question de la libération de la Palestine est intimement liée aux révolutions populaires de la région. C'est pourquoi il faut soutenir celles-ci dans leur combat pour renverser tous les régimes autoritaires, complices de la souffrance du peuple palestinien par leur collaboration directe ou indirecte avec l'État d'Israël. Les régimes autoritaires de la région ont tous essayé de supprimer, dominer ou contrôler le mouvement national de libération palestinien.

Dans ce cadre, le régime Assad a une histoire de répression contre la résistance palestinienne qui a commencé dans les années 1970 et 1980 en Syrie et lors de ses interventions au Liban à cette même période. Mais surtout,

depuis le début de la révolution en Syrie en 2011, le régime a assassiné plus de 2000 Palestiniens, qui ont dans leur grande majorité pris parti en faveur du soulèvement, sans oublier la destruction et le blocus imposés au camp de réfugiés palestiniens de Yarmouk pendant plus d'un an, de même que d'autres. Il n'y a pas de différence entre la mort des Palestiniens à Gaza ou en Syrie, dans les deux cas, il y a une volonté de mater la lutte pour la liberté et la dignité.

Pour la libération des peuples de la région

Il faut comprendre et rappeler de manière constante que la libération de la Palestine passe en effet par la libération des peuples de la région, et dès lors par Damas, Ryad, Doha, Téhéran, le Caire, Amman, etc. Comme l'écrivait un manifestant syrien pro-révolution depuis le plateau du Golan occupé par Israël : « la liberté, un destin commun

pour Gaza, Yarmouk et le Golan ».

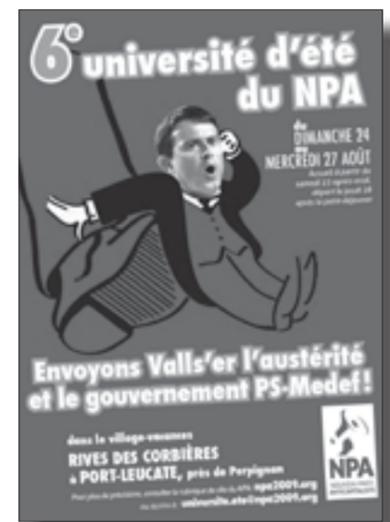
La libération de la Palestine et de ses classes populaires est liée à la libération et à l'émancipation des classes populaires de la région contre leurs classes dirigeantes, ainsi que contre les différents impérialismes, en particulier les États-Unis et la Russie, et les forces sous-impérialistes telles que l'Iran, l'Arabie Saoudite, la Turquie et le Qatar. Dans cette logique, nous devons nous battre contre toutes les tentatives de division des classes populaires par les régimes et les forces islamistes réactionnaires sur la base de genre, appartenance religieuse, nationalité, etc. qui essaient de dominer ces populations, d'empêcher leur libération et leur émancipation, et donc celles des classes populaires de Palestine.

Vive les peuples en luttant, vive la Palestine libre !
Joseph Daher



Agenda

24-27 août, 6^e Université d'été du NPA, Port Leucate. Accueil à partir du samedi 23 août à 14 h, et départ le jeudi 28 août après le petit-déjeuner.



L'Anticapitaliste suspend sa parution. Rendez-vous le jeudi 4 septembre. N'oubliez pas de vous abonner car *L'Anticapitaliste* ne sera plus en kiosque (cf. page 12).

NO COMMENT

Pourquoi les tunnels de Gaza ne sont-ils pas utilisés pour abriter la population civile pendant qu'Israël riposte aux missiles du Hamas ?

JACQUES ATTALI, économiste, écrivain, éditorialiste, conseiller du prince... sur Twitter, dimanche 27 juillet.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0414 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Manu Bichindaritz

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

FEMMES-HOMMES L'égalité réelle, c'est pas gagné!

Adoptée le 23 juillet, la loi « pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes » aborde de nombreux sujets mais les moyens pour sa mise en œuvre restent flous, voire absents.

Congé parental: l'égalité sert de prétexte à des économies

Pour favoriser l'implication des pères, le congé parental est réduit de 6 mois, les 6 mois complémentaires pouvant être pris à condition que ce soit par le 2^e parent. Or seulement 2% des pères prennent des congés parentaux, et il est peu probable que cela change puisqu'en terme d'égalité des salaires et carrières, les choses n'avancent que très lentement. Dans les faits, la mesure revient donc à diminuer de 6 mois le droit au congé parental... et les allocations qui vont avec.

IVG: au-delà du symbole, pas plus de moyens

La suppression de la notion de situation de détresse est un pas en avant; l'avortement est ainsi un droit qui ne nécessite pas de justification. L'UMP s'est d'ailleurs abstenue sur le texte à cause de cela et a saisi le Conseil constitutionnel. Mais pour que l'avortement soit réellement un droit pour toutes, il faut des moyens pour rouvrir les 130 centres IVG qui ont fermé en 10 ans et pour assurer réellement la gratuité de l'IVG.

Pensions alimentaires: un dispositif expérimental et limité

40% des mères ne touchent pas la pension alimentaire due par le père ou de façon irrégulière. La loi prévoit que la pension soit prise en charge par la CAF mais de façon expérimentale pour 18 mois. De plus, d'après les dires de Najat Vallaud-Belkacem lors des débats à l'assemblée, cette pension sera équivalente à l'allocation de soutien familial, c'est-à-dire 90 euros, revalorisée à 120 euros en 2017.

Violences faites aux femmes: des mesures sans moyens

La loi prévoit l'obligation pour le conjoint violent de résider hors du domicile du couple mais seulement lorsque la condamnation est devenue définitive. Or c'est bien avant que les femmes ont besoin de moyens, notamment d'accéder à des hébergements d'urgence. Mais là non plus, pas de moyens spécifiques en ces temps d'austérité. Dans les faits les femmes victimes de violences seront donc toujours matériellement à la merci de leur (ex-)conjoint. Pour ce qui est du harcèlement, cette notion fait son entrée dans le code de la défense qui régit l'armée. Mais pour le reste, en particulier au travail, on ne peut pas dire qu'il y ait d'avancée réelle.

Femmes étrangères: plus qu'insuffisant

Le refus de délivrer le titre de séjour ne pourra plus être motivé par la rupture de la vie commune et les demanduses seront exonérées de certaines taxes dues pour le renouvellement de leur titre. C'est plus qu'insuffisant: les femmes étrangères victimes de violences doivent bénéficier d'un titre de séjour automatique et d'aides leur permettant de vivre indépendamment de leur ex-conjoint. Mais cela demande encore des moyens, que le gouvernement n'est pas prêt à mettre. À tout cela, s'ajoutent quelques mesures sur la parité en politique, dans les entreprises, les clubs sportifs ou les établissements publics ainsi qu'une veille du Conseil supérieur de l'audiovisuel pour « une juste représentation des femmes et des hommes » et la lutte contre les stéréotypes et les préjugés sexistes. Au final, de nombreuses mesures symboliques mais sans moyens ni financiers ni coercitifs et qui n'auront donc probablement que peu d'impact. On est bien loin du compte pour une vraie politique en faveur de l'égalité femmes-hommes.

Elsa Collonges

RÉFORME PÉNALE

La « culture du contrôle »

Il aura fallu deux années de débats pour que le 17 juillet, la réforme pénale soit adoptée. Après la logique du tout carcéral de l'ère sarkozienne, elle était attendue, espérée même, par une partie importante des syndicats de la magistrature, les salariéEs de la PJJ et des services pénitentiaires et de probation, mais également par des associations telles que l'OIP, les familles des détenuEs et bien sûr les détenuEs eux-mêmes...

C'était un projet soi-disant ambitieux qui voulait révolutionner la politique pénale en matière de délits (vols, dégradations, outrages, délits routiers, violences) « en dépassant l'hégémonie de la peine carcérale » par l'individualisation et l'aménagement des peines. En effet, en France, les gouvernements de droite, mais ceux de gauche aussi, malgré leurs discours quand ils sont dans l'opposition, ont toujours privilégié l'enfermement pour répondre à la quasi-totalité des délits. Enfermer systématiquement les auteurs de délits est une réponse facile et démagogique... Mais c'est une réponse destructrice des individus, pendant leur incarcération et après leur sortie de prison. Destructrice également pour la société car elle crée la récurrence: plus de 60% des condamnés à la prison pour des petits délits récidivent. Et les petits délits, c'est 70% des peines d'enfermement: cela fait beaucoup de récidives!

Un toilettage minimum

Les peines planchers sont supprimées. Créées en 2007, elles avaient conduit à l'allongement de la durée des peines et à l'augmentation du taux de condamnation en cas de récurrence. La loi supprime aussi le caractère automatique de la révocation du sursis en cas de nouvelle infraction. Ces mesures visent à faire baisser la surpopulation dans les prisons: au 1^{er} juillet, le nombre de

RÉFORME PÉNALE



détenus était de 68 648 pour 57 712 places, en augmentation de 0,5% depuis un an.

Au fond, en supprimant une mesure qui nourrit la surpopulation carcérale, la loi tente de réduire l'une des plus criantes atteintes à la dignité et au respect des droits de l'homme. Elle assouplit un peu le droit à la suspension de peines pour les malades en incluant en partie les malades mentaux, et amplifie la reconnaissance et l'indemnisation des victimes. Toilettage minimum cependant car le scandale des tribunaux pour mineurs – qui privilégie le jugement d'enfants et d'ados comme des adultes plutôt que l'éducation

et l'accompagnement – est bel et bien maintenu.

La contrainte pénale, mesure phare... et vide

Cette mesure censée sortir la justice française du tout carcéral reste très limitée dans la loi, cela pour différentes raisons. En effet, elle ne s'appliquera qu'en 2017 à l'ensemble des délits, ce qui signifie que les condamnés à de courtes peines d'incarcération vont continuer à remplir les prisons sans aucun intérêt ni pour eux ni pour la société. De plus, cette mesure de probation devait être un outil en soi de réinsertion, d'aide soutenue à la

« réparation » de l'auteur des faits, des victimes et du lien social. Cela supposait de sortir complètement la mesure de la logique de l'emprisonnement, et de développer des moyens importants en termes d'accompagnement. Là, ce qui est renforcé, c'est le contrôle!

Un pas de plus, toujours dans la même direction

« Culture du contrôle »... L'expression est de Dominique Raimbourg, rapporteur du texte à l'Assemblée nationale: mieux que de longs discours, elle explique l'objectif réel de la réforme!

Les nouveaux outils de ce contrôle se nomment géolocalisation des sortants de prison et autorisation de recours à des procédés d'écoutes téléphoniques. Non seulement la loi maintient dans le droit la surveillance et la rétention de sûreté, véritables instruments d'une justice d'exception, mais elle étend la surveillance judiciaire à l'ensemble des sortants de prison. Condamnés un jour, condamnés toujours! Pour être complet, il faut rajouter que ce sont les instances locales de prévention de la délinquance, présidées par le maire et le représentant du préfet, « qui sont chargées d'organiser les modalités de suivi et de contrôle en milieu ouvert des condamnés sortants de prison ». Fin de la vie privée des anciens détenus... et demain la société du contrôle pour tous!

Roseline Vachetta

IMMIGRATION ET ASILE Entubage à tous les étages

Après avoir longtemps tergiversé, au grand dam de ceux et celles qui avaient la candeur d'attendre sinon une rupture, au moins une réelle inflexion de la politique migratoire, le gouvernement vient de « dévoiler » les deux projets de loi sur l'asile et l'immigration laissés par Manuel Valls sur le bureau de Bernard Cazeneuve. Sans surprise!

Côté asile, l'accent est mis sur l'accélération des procédures. On pourrait s'en réjouir, si ce n'est qu'il faudra veiller à ce que rapide ne signifie pas expéditif. Au compte des rares avancées, on peut certes noter le fait que tous les recours (y compris pour les procédures accélérées) seront désormais suspensifs. À celui des motifs d'inquiétude, il faudra mettre le cantonnement obligatoire des demandeurs dans les hébergements qui leur seront « proposés ». Quant à l'expulsion des déboutés, il est promis de la rendre plus effective, sans état d'âme!

Côté immigration, on relève d'abord la mesure attendue de création de titres de séjour pluriannuels. Le piège est gros car, faute d'accès de plein droit à la carte de 10 ans, ces titres risquent fort de constituer un barrage supplémentaire et de siphonner cette carte de 10 ans, celle à laquelle aspirent tous les migrantEs, au prétexte qu'avec une carte de 2 ou 4 ans, ils peuvent bien patienter encore un peu... Cela implique plus que jamais le soutien actif à la campagne de nombreuses associations « Rendez-nous la carte de résident! ». D'autant que, sous couvert de « parcours d'intégration », est instaurée l'obligation de suivre assidûment des

cours de français devant conduire à la compréhension de textes simples. Qu'est-ce à dire?

Et puis il y a cette innovation que représente l'interdiction de circuler sur une période de trois ans pour un ressortissant communautaire censé menacer l'ordre public ou soupçonné d'abus de droit. Les Roms, par exemple, comprendront vite ce que cela veut dire!

Ajustements, saupoudrage... et répression

En revanche, la sélectivité en faveur des artistes, scientifiques, sportifs... est renforcée avec la création d'un « passeport talent », tout bonnement destinée à piquer aux concurrents les diplômés et investisseurs potentiels, dans la droite ligne de l'élitisme et de l'utilitarisme caractéristiques des politiques de « maîtrise des flux ». Il faudrait y regarder de plus près pour juger de tous les ajustements pervers, tels que le passage pour l'obtention d'une carte de salarié de la référence à un emploi de + ou - 12 mois à celle du CDD, ce qui élève la barre à 24 mois. Il y a bien le saupoudrage de mesures positives, telles que l'extension aux DOM-TOM du caractère suspensif des recours contre les Obligation de quitter le territoire français (OQTF). Pour



Le comité NPA des travailleurs migrants dans la rue ce mois de juin. PHOTO THÈQUE ROUGE / MILU

autant, cela n'empêche pas la France de s'approprier par exemple à signer avec les Comores un accord contre la circulation de tous les ComorienEs, au prix de combien de nouveaux morts en mer?

Le bilan est donc assez loin d'être positif, d'autant que la répression se maintient, pour ne pas dire qu'elle s'accroît, au quotidien, sur le terrain. Les mineurs et jeunes majeurs, régulièrement enfermés, en savent quelque chose. Mais en témoigne surtout de façon exemplaire

le harcèlement constant dont sont notamment victimes à Calais les exilés de Syrie, d'Afghanistan ou d'Érythrée: plus de 500 dont les camps de fortune sont systématiquement démantelés à des fins d'expulsion.

Mais que pouvait-on attendre d'autre d'un gouvernement qui apporte un soutien sans faille à un État pratiquant sans honte une politique d'apartheid et qui interdit des manifestations qui participent sans conteste du combat antiraciste?

François Brun

Nous ne nous reconnaissons pas dans ces commémorations officielles de la Première

Guerre mondiale qui portent aux nues l'union nationale, et rejetons cette apologie du consensus entre les classes, ce chauvinisme exacerbé qui permit d'envoyer des millions d'hommes au massacre en les dressant les uns contre les autres.

Car il existait une autre voie que celle des principaux dirigeants des partis sociaux-démocrates qui se rangèrent dans le camp de l'ennemi de classe, votèrent les budgets de guerre et entrèrent dans les gouvernements bourgeois, devenant des acteurs responsables du conflit: celle du combat pour abattre le capitalisme, celle de l'expropriation du capital, de la révolution ouvrière.

Comme l'écrivait en prison Rosa Luxemburg, dirigeante du parti social-démocrate allemand opposée à l'union sacrée dans laquelle était la direction de ce parti: «Une chose est certaine, la guerre mondiale représente un tournant pour le monde. C'est une folie insensée de s'imaginer que nous n'avons qu'à laisser passer la guerre, comme le lièvre attend la fin de l'orage sous un buisson pour reprendre ensuite gaiement son petit train. La guerre mondiale a changé les conditions de notre lutte et nous a changés nous-mêmes radicalement. Non que les lois fondamentales de l'évolution capitaliste, le combat de vie et de mort entre le capital et le travail, doivent connaître une déviation ou un adoucissement. (...) À la suite de l'éruption du volcan impérialiste, le rythme de l'évolution a reçu une impulsion si violente qu'à côté des conflits qui vont surgir au sein de la société et à côté de l'immensité des tâches qui attendent le prolétariat socialiste dans l'immédiat toute l'histoire du mouvement ouvrier semble n'avoir été jusqu'ici qu'une époque paradisiaque.»

Nous vous proposons 12 tableaux et une chanson consacrés à «l'éruption du volcan impérialiste».

Patrick Le Moal

Petite chronologie

1913

7 août | loi du service militaire de 3 ans

1914

28 juin | attentat de Sarajevo

31 juillet | assassinat de Jean Jaurès

1^{er} août | ordre de mobilisation générale en France et en Allemagne

4 août | les députés socialistes français et allemands votent les crédits de guerre

26 août | en France, mise en place du «gouvernement d'Union sacrée»

25 décembre | Noël, fraternisation entre soldats français, anglais et allemands sur le front

1915

25 septembre-1^{er} octobre | conférence de Zimmerwald

1916

20-24 avril | conférence de Kienthal

1917

8-15 mars | révolution de Février en Russie

2 avril | entrée en guerre des États-Unis.

16 avril | Nivelle ordonne l'offensive au «Chemin des Dames»

Mai-juin | vagues de grèves en France et mutineries au front

6 novembre | révolution d'Octobre en Russie

1918

3 mars | signature du traité de Brest-Litovsk, paix séparée Russie / Allemagne

6 novembre | début de la révolution en Allemagne

11 novembre | armistice



PREMIÈRE GUERRE MONDIALE Leur commémoration et la nôtre

Les impérialistes marchaient vers la guerre

«La preuve du véritable caractère social ou, plus exactement, du véritable caractère de classe de la guerre, ne réside évidemment pas dans l'histoire diplomatique de celle-ci, mais dans l'analyse de la situation objective des classes dirigeantes de toutes les puissances belligérantes.» Lénine, préface de l'Impérialisme, Stade suprême du capitalisme

Beaucoup d'historiens s'interrogent encore sur l'enchaînement terrifiant des événements entre l'assassinat de l'archiduc François Ferdinand et, cinq semaines plus tard, l'entrée dans un conflit meurtrier sans précédent de l'ensemble des grandes puissances européennes. Dès le déclenchement de la guerre, chaque belligérant s'est évidemment présenté comme agissant face à une agression étrangère. Mais le comportement même des dirigeants français, allemands et britanniques en juillet 1914 témoignait de la décision d'aller au conflit, chaque impérialisme pensant que le moment était venu de régler les contentieux existants à son propre avantage.

D'autres situations de confrontation auraient pu déboucher sur un embrasement depuis le début du siècle: en 1908, l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche; en 1911, le conflit d'Agadir entre la France et l'Allemagne; en 1912/1913, les guerres balkaniques, avec la confrontation indirecte entre l'Autriche et la Russie.

Expansions géographiques

La confrontation généralisée était inscrite dans la situation européenne depuis le tournant du siècle et les trois principaux impérialismes se préparaient à modifier, y compris par la guerre, les rapports de forces établis. Un phénomène essentiel s'était produit dans le monde depuis les années 80: la structuration impérialiste du capitalisme et la pénétration en Afrique et dans le Pacifique, pénétration qui ne laissait plus aucune zone essentielle en dehors de la domination des puissances européennes, essentiellement anglaise et française, ou des USA. Tous les gouvernements étaient le fidèle reflet des intérêts des grands groupes capitalistes et structuraient cette pénétration économique.

En particulier après la récession des années 80 et le krach financier de 1907, les impérialistes français et anglais accélèrent l'extension de leurs empires coloniaux: entre 1876 et 1915, un quart de la surface du globe se trouva distribué ou redistribué en colonies entre une demi-douzaine d'États. La Grande Bretagne s'agrandit de 10 millions de km², la France de 9 millions, l'Allemagne de près de 3 millions...

Le processus d'expansion impérialiste aurait pu mener à un conflit entre les



deux principales puissances coloniales, la France et l'Angleterre, ou entre l'Angleterre et la Russie à la fin du 19^e siècle.

Concurrences économiques

Mais le deuxième élément à prendre en compte est la perte d'hégémonie économique de l'Angleterre au tournant du siècle et le recul parallèle de la France en Europe. Les deux puissances économiques montantes étaient le jeune État allemand et les USA. L'Allemagne, arrivée en retard dans ce partage du monde, voulait desserrer l'étau franco-anglais et créer aussi ses débouchés en Afrique et au Moyen Orient, cherchant même à apparaître comme la protectrice de nations soumises au joug anglo-français.

Aussi, au début du 20^e siècle, l'Angleterre amorça un tournant diplomatique à 180 degrés, en s'intégrant dans une alliance avec ses ennemis d'hier, la France et la Russie. La cause en était simple: juguler la puissance allemande montante qui risquait de remettre en cause l'hégémonie anglaise.

Nouvelle puissance maritime, l'Allemagne avait fait grimper ses dépenses d'armement maritime de 90 à 400 millions de marks entre 1895 et 1914. L'Angleterre, elle, de 32 à 77 millions de livres de 1887 à 1913. L'industrie d'armement démultiplia la production, Krupp en Allemagne, Armstrong en Angleterre, Schneider en France. La

guerre était en marche.

La Grande Bretagne forma donc l'Entente cordiale en 1904, après avoir réglé ses différends avec la France et la Russie, pour se concentrer contre l'Allemagne du Kaiser qui réclamait aussi «sa place au soleil».

Veillée d'armes

À la veille du conflit, chaque impérialisme avait son plan de guerre: hostile au conflit en apparence, l'Angleterre s'appretait à débarquer au Schleswig pour neutraliser la puissance maritime allemande de Von Tirpitz. Elle en fut empêchée par la rapidité de l'offensive allemande en Belgique.

Chaque impérialisme avait aussi ses objectifs: pour le gouvernement français, au-delà du démantèlement de l'empire allemand et du «retour de l'Alsace-Lorraine», la prise de position en Sarre et le partage de l'empire turc avec ses alliés anglais et italiens (les fameux accords Sykes-Picot). L'Empire britannique visait évidemment la destruction de la force maritime allemande et la main-mise sur les colonies africaines (ce qui fut fait en 1916). L'impérialisme allemand, au-delà de l'expansion territoriale en France (avec les accès maritimes par Brest et Toulon), Luxembourg, Belgique et Pays-Bas, visait les colonies de ces deux derniers pays en Afrique, plus le Maroc, la totalité de l'Afrique équatoriale et les colonies portugaises.

En quatre ans, vingt millions de morts fut le prix de ces visées impérialistes. Léon Crémieux

Les deux morts de Jaurès

Dès la nouvelle de la mort de Jaurès assassiné, Poincaré craint une réaction populaire. Vite rassuré, il fait placarder une affiche rendant hommage à Jaurès qui «a soutenu l'action patriotique du gouvernement»...

Effet paradoxal en apparence, sa mort lance l'Union sacrée avant même le 3 août. Un journal socialiste, hier encore antimilitariste, comme *La guerre sociale* titre: «ils ont assassiné Jaurès, nous n'assassinerons pas la France», le *Bonnet rouge*, journal anarchiste: «Jaurès est mort, vive la France».

La guerre a gagné

Le 4 août, les obsèques nationales et officielles de Jaurès sont donc aussi les obsèques du combat contre la guerre et le baptême de l'Union sacrée. Tout le gouvernement est là au complet, mais aussi Maurice

Barrès, un des meurtriers symboliques de Jaurès. Léon Jouhaux, pour la CGT, y lance un appel aux armes... en criant sa haine de la guerre. Villain, l'assassin de Jaurès, passera tranquillement la guerre en prison. Jugé en 1919, il sera acquitté, un juré estimant même qu'il avait rendu service à la patrie. La veuve de Jaurès sera, elle par contre, condamnée aux dépens - c'est-à-dire à payer les frais de justice! Deux semaines plus tôt, un autre tribunal condamnait à mort Émile Cottin, militant anarchiste coupable d'avoir blessé par balle Clémenceau. Léon Crémieux

Réformisme et chauvinisme: l'impuissance du mouvement ouvrier face à la guerre

La question de la guerre, débattue dans le mouvement ouvrier dès sa structuration, s'est faite particulièrement pressante avec la montée des tensions entre puissances européennes à partir de 1905 (opposition franco-allemande pour le contrôle du Maroc), et surtout 1912 (guerre des Balkans).

L'opposition à la guerre est alors au cœur des préoccupations tant de l'Internationale ouvrière que des mouvements anarchistes et syndicaux, mais la question du « comment » divise. Contrairement au mouvement anarchiste qui défend la grève insurrectionnelle et les sabotages pour empêcher les mouvements de troupes, le mouvement socialiste se refuse à proposer des modes d'action clairs.

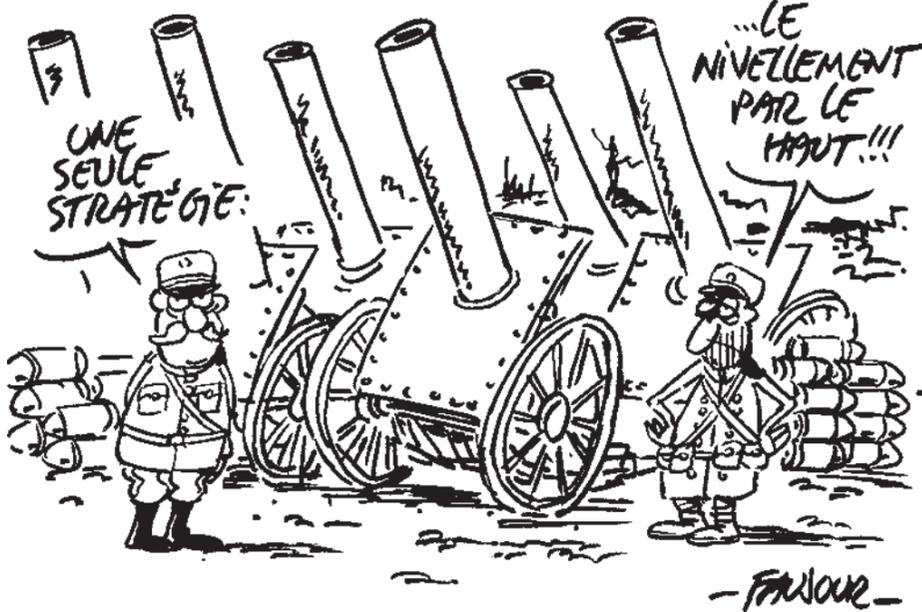
Lors du congrès de Bâle, fin 1912, alors que des manifestations pacifistes se multiplient, le texte final ne propose rien de concret en cas de déclaration de guerre. En fait, deux lignes s'opposent. Celle défendue par Jaurès et Luxemburg, l'appel à la grève générale, sera minoritaire car le premier parti de l'Internationale, le SPD allemand, ne souhaite pas de propositions précises. De même, les syndicats et partis, même les plus puissants comme le SPD, n'arriveront pas en juillet 1914 à aller au-delà de rassemblements, certes massifs mais impuissants à empêcher la guerre... Et s'y rallieront une fois celle-ci déclarée.

Les trois poisons...

Comprendre cette impuissance et ce revirement nécessite de revenir sur trois poisons qui rongeaient en réalité l'Internationale: le réformisme, le colonialisme et le nationalisme. En 1914, plusieurs partis sociaux-démocrates se sont limités à l'action légale et respectueuse des institutions de leur État pour les changer de l'intérieur. C'est le cas en Allemagne depuis la « révision » du marxisme prônée par Bernstein. C'est aussi le cas au Royaume-Uni où le Labour party travaillait le plus souvent main dans la main avec les Libéraux. En France, la ligne officielle de la SFIO se veut encore révolutionnaire, mais le parlementarisme est déjà fort, et de nombreux dirigeants, comme Jaurès, regardent avec envie l'exemple allemand. A l'heure de la guerre, cette volonté de participer loyalement aux institutions de leur État bourgeois incitera logiquement les socialistes à soutenir la mobilisation. La question coloniale fut le second point obscur de l'Internationale. Dans les deux principales puissances impérialistes européennes, la France et le Royaume-Uni, les socialistes et les syndicats n'ont pas de politique anti-coloniale. En Angleterre, les Trade Unions n'hésitent pas à engager des grèves pour s'opposer à l'embauche de travailleurs irlandais ou indiens. Malgré l'opposition théorique de marxistes comme Guesde ou les textes lumineux de Rosa Luxemburg, la même cécité existe ailleurs. En France, beaucoup comme Jaurès croient au rôle civilisateur des « Lumières » françaises.

Socialisme et patriotisme ?

De façon plus générale, un patriotisme « humaniste » était largement partagé dans les social-démocraties européennes, d'autant que le parlementarisme tendait à mettre la lutte des classes en second plan. Beaucoup de militants allemands



défendaient ainsi leur jeune nation comme la plus à même d'atteindre en premier le socialisme. Cet attachement à la patrie, tendant à gommer la division de classes, était tout aussi fort dans la France « de la Révolution, de la démocratie, de l'Encyclopédie, de 1793, de 1848 », ainsi que la présentait le socialiste

Jean Longuet le 3 août 1914 dans l'*Humanité*. Pour en conclure qu'il faudrait la défendre si elle était attaquée, ce qu'il fit en se ralliant à la politique de défense nationale. Rares furent alors dans le mouvement ouvrier les internationalistes conséquents qui, comme Rosa Luxemburg ou Lénine, rejoins sur

ce point par des anarchistes comme Emma Goldman, maintinrent leur refus de l'alliance avec la bourgeoisie pour « défendre la patrie ». Ils purent ainsi tracer ensuite des voies porteuses d'espoir pour un renouveau internationaliste du mouvement ouvrier.

Jose Rostier

Résistances internationalistes: Berne, Zimmerwald et Kienthal

L'ampleur et la rapidité de la trahison des directions de la majorité des partis de l'Internationale socialiste et des syndicats sont une totale surprise. Au début Lénine croira même à de l'intoxication !

En France, Alfred Rosmer raconte leur joie lorsque Monatte et lui, à la recherche d'îlots de résistance, trouvent un mot de Martinet: « Ses quelques lignes disaient... : "Est-ce que je suis fou? Ou les autres?" Nous allâmes chez lui sans tarder. C'était la première fois que nous touchions la terre ferme... » En Allemagne, la réunion des opposants à l'Union sacrée regroupe une quinzaine de dirigeants...

Les premiers textes analysant la guerre comme impérialiste et tirant les conséquences de la trahison sont écrits par Lénine (en août 1914), Léon Trotsky (en octobre 1914) et Rosa Luxemburg (en février 1915), qui affirment la faillite « idéologique et politique » de l'Internationale et appellent à la construction d'« une nouvelle Internationale ouvrière ».

Condamnation de l'Internationale

La première initiative socialiste internationale est la conférence internationale des femmes socialistes à Berne en mars 1915. Les 28 participantes affirment que l'impérialisme est responsable de cette guerre, et demandent « une paix sans annexions sans

conquêtes, reconnaissant aux peuples le droit de disposer d'eux-mêmes ».

En septembre 1915, à Zimmerwald, 38 délégués se réunissent, soit mandatés par des partis très importants (mencheviks, bolcheviks, Socialistes révolutionnaires russes, PS italien...), soit dirigeants minoritaires de partis ou d'organisations de masse (allemands ou français).

Le manifeste qui en est issu affirme que cette guerre est le produit de l'impérialisme et condamne la politique majoritaire de l'Internationale, mais n'appelle pas à la constitution d'une nouvelle internationale, se contentant de vouloir « renouer les liens brisés des relations internationales ». Il reprenait les idées communes aux différentes positions: une majorité pacifiste qui souhaitait que la conférence serve à défendre l'idéal internationaliste, et une minorité qui voulait la transformation de la guerre en révolution et fonder une nouvelle internationale en rupture totale avec les sociaux-démocrates ayant participé à l'Union sacrée. Une seconde conférence se tiendra quelques mois plus tard en avril 1916 à Kienthal. Zimmerwald eut un effet important dans tous les pays.

L'existence d'une force fidèle à l'internationalisme prolétarien permit le renforcement des rangs de l'opposition à la guerre, des recompositions politiques (en Allemagne, la scission de fait du SPD). Les adhésions arrivent, des partis socialistes, des organisations socialistes, de la Confédération générale du travail d'Italie, y compris le soutien d'anarchistes opposés aux « anarchistes de gouvernement ».

Patrick Le Moal



1914: l'Union sacrée, crime contre le prolétariat européen

«L'Union sacrée» («paix des forteresses» en Allemagne) est le nom donné à l'union des organisations politiques derrière chaque gouvernement au début de la guerre. Elle intégra la plupart des forces socialistes européennes, ainsi que les syndicats qui s'engagèrent à arrêter les grèves, achevant ainsi de désarmer les salariés face au bellicisme.

Cette rupture avec le pacifisme de l'Internationale socialiste fut une conséquence du nationalisme présent au sein du mouvement ouvrier. Elle correspondit aussi à la volonté de réformer légalement le système. Refuser la guerre aurait été s'opposer frontalement à l'État bourgeois, et donc renoncer à y négocier des avancées progressives. C'était aussi se trouver très minoritaires dans le cadre d'un chauvinisme alors dominant, et s'exposer à une sévère répression. Ainsi, les 5 députés socialistes russes qui refusèrent la guerre furent condamnés à la déportation à vie en Sibérie...

L'entrée au gouvernement

C'est donc logiquement que seuls les militants révolutionnaires les plus conséquents eurent le courage de s'opposer à l'Union sacrée, comme les bolchéviks en Russie ou Rosa Luxemburg et Karl

Liebnecht en Allemagne. Rare exemple de dirigeant réformiste allant au bout de son pacifisme, Ramsay MacDonald, chef du Labour Party anglais, démissionna. Mais son successeur Henderson rentra lui au gouvernement. Ce fut le second point essentiel de l'Union sacrée: la participation gouvernementale au Royaume-Uni ou en France, où entrèrent dès 1914 deux dirigeants de la SFIO, Jules Guesde et Marcel Sembat. Le renforcement du rôle économique de l'État pour remporter la guerre (planification, prise de contrôle de secteurs clés) en servit de justification, ainsi que la volonté d'intégrer d'avantage l'État bourgeois. Avec succès: le Labour devendra après la guerre le second parti anglais, dépassant ainsi le parti libéral, tandis que le SPD allemand arrivera au pouvoir... pour contrer et écraser dans le sang la révolution spartakiste.

Jose Rostier

Travail des femmes: une parenthèse vite refermée!

Contrairement aux idées reçues, les femmes ne sont pas entrées sur le marché du travail quand les hommes sont partis au front...

La mémoire collective retient les «munitionnettes», ces femmes qui se retrouvent dans les usines d'armement. Elles étaient pourtant présentes dans le monde salarié, y compris dans l'industrie, bien avant. Un tiers de celles qui arrivent dans ces ateliers de métallurgie ou de mécanique travaillaient déjà en usine. Elles sont les moins mal payées des

femmes: d'ailleurs leurs écarts de salaires avec les ouvriers masculins se réduisent de 50% en 1913 à 20% en 1917!

Travail égal, salaire égal?

Si elles sont évidemment très présentes comme soignantes sur le front et à l'arrière, elles vont aussi occuper des emplois qui leur étaient précédemment fermés dans quasiment tous les secteurs. Elles deviennent maréchaux-ferrands, boulangères, bouchères, gardes-champêtres, professeuses dans des classes de garçons dans le primaire ou le secondaire... Aux PTT, 18000 mobilisés sont remplacés par des trieuses, télégraphistes, releveuses, factrices, etc. Dans les tramways sont embauchées des wattwomen et des receveuses... à 1 franc de moins par jour que les hommes! Elles devront quitter ces métiers une fois la paix revenue... et il leur faudra attendre un demi-siècle pour y accéder à nouveau! En définitive, la guerre aura peu d'influence sur le taux d'activité des femmes. Entre le recensement de 1911 (7217000) et celui de 1921 (7213000), le nombre des femmes sur le marché du travail est quasiment inchangé.

Christine Poupin



Les révoltes des colonisés contre l'engagement forcé

En 1912, l'État français crée une armée noire pour augmenter les effectifs en vue de la guerre qui vient et conjonctuellement pour la conquête du Maroc. Dès août 1914, ces régiments participent aux combats.

Les besoins en hommes sur tous les fronts (occident et orient et même en Afrique pour occuper le Cameroun) s'accroissent rapidement, et le recrutement en Afrique devient un des enjeux du conflit : près de 190 000 Africains viendront « au secours de la France ». La résistance au recrutement forcé apparaît au Mali dès novembre 1914 sur le thème « nous ne donnerons pas aux blancs nos enfants pour en faire des tirailleurs et mourir loin de chez nous ». Lors de la levée de 5 000 hommes de février 1915, de nombreux jeunes désertent, se mutilent, et se suicident. En octobre 1915, c'est une levée de 50 000 hommes pour l'Afrique occidentale qui est organisée, moins de 5% sont des volontaires.

Répression coloniale

L'hostilité des populations au recrutement est absolue : plusieurs régions se révoltent. Dans le Beledougou (territoire Haut Sénégal-Niger), en février 1915, 200 villages entrent en rébellion contre le pouvoir colonial. Un des leaders sommé de se soumettre répond : « puisque nos fils doivent mourir, nous préférons qu'ils se fassent tuer à nos côtés ». Une colonne de répression de 350 soldats armés de canons et de mitrailleuses décime 5 à 6 000 révoltés armés de fusils à pierre et de lances, brûle des dizaines de villages. Dans la région du Volta et du Bani (Burkina Faso), l'annonce du recrutement massif déchaîne la haine accumulée contre le colonisateur en novembre 1915. La guerre fut d'une ampleur plus

grande, puisque l'armée française dut finalement engager 5 000 soldats lourdement armés (6 canons, 4 unités de mitrailleuses et 5 000 porteurs) pour combattre entre 60 000 et 80 000 guerriers armés d'arcs et de flèches. Les premiers affrontements mettent en déroute les premières expéditions punitives. La guerre s'étend au-delà de la Volta, dans l'actuel Mali. En février 1916, une campagne de destruction systématique des villages est engagée, mais il faudra deux autres campagnes en avril et septembre pour venir à bout de ce mouvement insurrectionnel. **Patrick Le Moal**
Lire notamment :
- Des tranchées de Verdun à l'église Saint-Bernard, Bakari Kamian, Karthala, 2003
- La guerre coloniale du Bani-Volta, 1915-1916, Patrick Royer, 2003

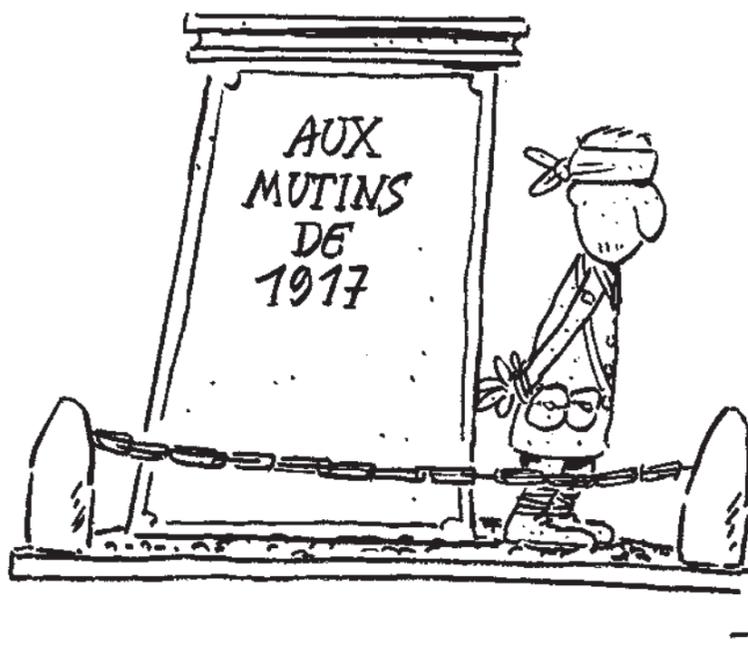
Les fusillés pour l'exemple

« Pour maintenir l'esprit d'obéissance et la discipline parmi les troupes, une première impression de terreur est indispensable » Général Pétain en 1915.

La grand'peur de l'indiscipline face à la boucherie (ainsi les fraternisations de Noël 1914) amène la hiérarchie militaire à instaurer une discipline de fer. En août 1914, le gouvernement autorise la traduction des soldats devant les cours martiales sans instruction préalable. Le 1^{er} septembre, le ministre de la Guerre, Alexandre Millerand, socialiste « indépendant », abolit toute possibilité de recours en révision ou en grâce jusqu'en janvier 1915. Les conseils de guerre prononcent 752 condamnations à mort entre août 1914 et décembre 1915, et 495 soldats seront effectivement exécutés. L'exécution se déroule en public, la troupe passe devant la décapitation.

Les raisons du refus

Les motifs ? Mutilations volontaires, refus d'obéissance, comme ce soldat exécuté en février 1915 pour avoir refusé de porter un pantalon prélevé sur un mort et souillé de sang, comme ceux qui refusent de sortir des tranchées sans préparation d'artillerie, ou même désertion, sachant que celle-ci sera même prononcée pour des soldats égarés... On ignore le nombre de soldats fusillés furtivement au bord d'un fossé ou dans un pré... « J'ai tué de ma main douze fuyards, écrit le général Blanc, et ces exemples n'ont pas suffi à faire cesser l'abandon du champ de bataille »¹. **Patrick Le Moal**
1 - Charles-Robert Ageron, Histoire de l'Algérie contemporaine, Vendôme, 1979, p. 256



Le refus de la guerre: les mutineries de 1917

« C'est la Révolution ! Nous n'irons plus à la Villette ! On ne nous mènera plus à l'abattoir ! »¹ Cris des manifestants du 85^oRI le 25 juin 1917

Du 29 avril à la mi-juin 1917, selon les sources, entre 111 et 250 actes collectifs de refus apparaissent dans 69 à 78 divisions, les deux tiers de l'armée du front ouest. Ce sont des manifestations, des désertions, des refus collectifs, qui constituent un vaste mouvement de désobéissance, d'action collective pour « mettre fin au massacre », qui impliquent à un titre ou un autre environ 500 000 soldats.

Du « consentement patriotique »...

Depuis 1914, il y avait bien eu d'autres actes de désobéissance, mais isolés et sans extension. Ce qui caractérisait le poilu, c'était plutôt l'obéissance. Elle a d'ailleurs fait l'objet de la théorie du « consentement patriotique ». André Loez² répond en citant le texte du sergent Louis Mairet, tué le 16 avril 1917 à Craonne, qui résume les raisons de cette obéissance : « Le soldat de 1916 ne se bat ni pour l'Alsace, ni pour ruiner l'Allemagne, ni pour la patrie. Il se bat par honnêteté, par habitude et par force. Il se bat parce qu'il ne peut faire autrement. Il se bat ensuite parce que, après les premiers enthousiasmes, après le découragement du premier hiver, est venue, avec le second, la résignation ». On s'adapte, on cherche une bonne affectation, on souhaite une « fine blessure », on endure la mort industrielle, on survit en aspirant à la paix. Pour faire face à la difficulté inouïe de la guerre au front, « les relations sociales se trouvent fortement resserrées dans les unités, où se met en place un régime émotionnel particulier, centré sur la valeur dominante du courage. Si les combattants des tranchées « tiennent », c'est parce que les liens sociaux au front sont fortement resserrés, et que leurs conduites publiques se conforment à des normes partagées »³.

... À la révolte contre la guerre
Les mutineries, leur généralisation sur plusieurs semaines se produisent par la volonté

de sortir d'une guerre interminable. Entrent aussi en jeu la révolution en Russie, l'entrée en guerre des États-Unis, la prévision de la conférence socialiste de Stockholm et bien sûr l'échec de l'offensive Nivelle, dite « finale » au Chemin des Dames. S'ajoute à cela la première vague de grèves à Paris en mai 1917. La prolongation de la guerre devient insupportable. Les actes d'indiscipline sont plus ou moins massifs, politisés, violents, contre les officiers, avec ou sans revendications négociables. L'autorité est bafouée, les officiers réduits à l'impuissance. On verra même un général céder devant les soldats, faisant libérer un « agitateur ». Plus rares sont les fraternisations et les tracts politiques comme celui qui circule fin juin⁴. La perspective de se rendre à Paris pour faire pression en faveur de la paix est même évoquée dans une dizaine d'unités. Mais l'absence de coordination, d'organisation du mouvement permettent à la hiérarchie militaire de reprendre le contrôle de la situation. Robert Nivelle est relevé de ses fonctions et remplacé par Pétain, et même si les incidents continuent, les conditions matérielles des soldats sont améliorées, comme l'organisation des permissions. Après la décade du mouvement, la répression frappe. La justice militaire jugera coupables 3 427 mutins, prononcera 554 condamnations à mort (majoritairement non exécutées). Au final, une trentaine de mutins seront fusillés. **Patrick Le Moal**
1 - André Loez, 14-18. Les refus de la guerre. Une histoire des mutins, p 225
2 - Idem p 35
3 - Idem p 77
4 - Idem p 405 « Camarades, souvenez-vous de Craonne. Nous venons vous prier de vous joindre à nous pour obtenir ce résultat et arrêter ce carnage. Cette guerre n'a que pour but d'enrichir le capitalisme et détruire la classe ouvrière. Nous tiendrons les tranchées jusqu'à cette époque pour empêcher l'ennemi d'avancer. Passée cette date, nous déposerons les armes. »

La Chanson de Craonne

Cette chanson anonyme, écrite par de multiples auteurs (il y en a plusieurs versions) sur l'air d'une chanson populaire, était apprise par cœur et diffusée oralement de manière clandestine dès 1915. Elle sera interdite par le commandement militaire.

Quand au bout d'huit jours le r'pos terminé
On va reprendre les tranchées,
Notre place est si utile
Que sans nous on prend la pile
Mais c'est bien fini, on en a assez
Personne ne veut plus marcher
Et le cœur bien gros, comm' dans un sanglot
On dit adieu aux civ'lots
Même sans tambours, même sans trompettes
On s'en va là-haut en baissant la tête

Refrain:

Adieu la vie, adieu l'amour,
Adieu toutes les femmes
C'est bien fini, c'est pour toujours
De cette guerre infâme
C'est à Craonne sur le plateau
Qu'on doit laisser sa peau
Car nous sommes tous condamnés
Nous sommes les sacrifiés

Huit jours de tranchée,
Huit jours de souffrance
Pourtant on a l'espérance
Que ce soir viendra la r'lève
Que nous attendons sans trêve
Soudain dans la nuit et dans le silence
On voit quelqu'un qui s'avance
C'est un officier de chasseurs à pied
Qui vient pour nous remplacer
Doucement dans l'ombre sous la pluie qui tombe
Les petits chasseurs vont chercher leurs tombes

Refrain

C'est malheureux d'voir sur les grands boulevards
Tous ces gros qui font la foire
Si pour eux la vie est rose
Pour nous c'est pas la même chose
Au lieu d'se cacher tous ces embusqués
Fraient mieux d'monter aux tranchées
Pour défendre leur bien, car nous n'avons rien
Nous autres les pau' purotins
Tous les camarades sont enterrés là
Pour défendre les biens de ces messieurs là

Refrain:

Ceux qu'ont l'pognon, ceux-là r'viendront
Car c'est pour eux qu'on crève
Mais c'est fini, car les troufions
Vont tous se mettre en grève
Ce s'ra votre tour, messieurs les gros
De monter sur le plateau
Car si vous voulez faire la guerre
Payez-la de votre peau

Le retour des grèves

À l'été 1914, le nombre de travailleurs est réduit de moitié, puis l'industrie est reconvertie en industrie de guerre grâce à une intervention massive de l'État...

De très grandes usines apparaissent dans la métallurgie et les industries chimiques, où jusqu'alors prédominaient des petites unités. La classe ouvrière se reconstitue, intensément brassée : des centaines de milliers d'ouvriers qualifiés sont retirés du front et affectés à des usines parfois éloignées de leur lieu d'origine. Des femmes entrent nombreuses dans l'industrie, comme des jeunes et une immigration d'origine coloniale.

L'Union sacrée se traduit par une brutale régression sociale : amputation des salaires, allongement de la durée de travail, intensification des cadences. Dans un premier temps, le nombre de grèves s'effondre, même si existent des luttes contre la vie chère (par exemple en août 1914 au Havre).

Une brèche s'ouvre

À partir de la fin 1916, c'est le début d'une vague ascendante de grèves et de luttes dans toute l'Europe qui durera jusqu'aux années 1923, avec des poussées révolutionnaires en Russie, Allemagne, Hongrie, Italie, et de très grandes vagues de grèves en France et en Grande-Bretagne. En France, il y avait 9 000 grévistes



en 1915, il y en aura 41 000 en 1916, et 436 000 en 1917¹. Les ouvrières de l'habillement, puis les « munitionnettes », s'illustrent à la fin de l'année 1916 dans les usines de guerre. Pour tenter de juguler la crise, le ministre socialiste de l'Armement Thomas instaura des salaires minima dans l'armement

en janvier 1917. En pure perte : les grèves repartent au printemps 1917, et atteignent un pic au moment où les mutineries sont à leur maximum. Une brèche s'ouvre dans le conformisme social du temps de guerre.

Les premières grèves de 1917 sont encore celles des ouvrières de la

couture, les midinettes pour la semaine anglaise (pas de travail le samedi après-midi) et des augmentations de salaire. Puis le 28 mai, elles sont rejointes par les « munitionnettes ». Les cortèges deviennent de plus en plus massifs (54 000 grévistes le 30 mai). Apparaissent les « vive la paix ! » et « à bas la guerre ! », des drapeaux rouges. Les revendications intègrent des mots d'ordre pacifistes : « tous les flics sur le front, nos poilus reviendront » ou « les patrons au front, nos poilus reviendront »². Les grèves dans la région parisienne sont relayées dans les régions, où la guerre a dispersé les militants parisiens. Ces grèves ont une résonance dans certaines unités mutinées, comme l'illustre cette chanson composée par un soldat : « Allons Mesdames un bon mouvement / Faites donc sauter les munitions / À bas la guerre (bis) / Faites donc sauter les usines / Allez piller les Invalides / À bas la guerre »³.

Patrick Le Moal

1- Xavier Vigna, *Histoire des ouvriers en France au XX^e siècle*

2- *Idem*, p 72

3- Cité par André Loez, 14-18. *Les refus de la guerre. Une histoire des mutins*, p 170

« Une lueur rouge venue de l'Est »

Le 7 novembre 1917, en Russie, la poursuite de la guerre aboutit à la chute du régime honni des tsars. Des conseils ouvriers dirigés par une force politique nouvelle, le Parti communiste, prennent le pouvoir, dans des conditions très difficiles.

C'est un événement inouï pour l'époque, qui bouleverse les équilibres internes au mouvement ouvrier international en plein développement. L'existence d'un État issu de cette révolution, l'URSS, sera le facteur décisif de la politique mondiale durant la majeure partie du siècle – jusqu'à sa disparition, en 1991.

« L'Europe entière est envahie par l'esprit de la révolution » (Lloyd George)

L'onde de choc d'octobre ne peut être comparée qu'à celle qui suivit la grande révolution française (1789) ou le « printemps des peuples » de 1848. Lloyd George, le Premier ministre britannique, écrit : « l'ensemble de l'ordre social existant, (...) est mis en question par les masses de la population d'une extrémité à l'autre de l'Europe ».

Six mois après la révolution d'Octobre, la vague révolutionnaire atteint l'Allemagne, place forte du mouvement ouvrier européen. Dès novembre 1918, la monarchie s'effondre, mais dans ce pays, le front commun de la social-démocratie, des partis bourgeois et de l'armée permet d'endiguer la vague

– d'autant plus que la direction communiste locale ne dispose pas de dirigeants de la trempe de ceux de Russie. Le « socialiste » Noske et ses corps-francs brisent le mouvement, au prix d'une saignée, de l'assassinat de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht, les principaux dirigeants communistes durant la « semaine rouge » (janvier 1919). Pour un temps, la révolution reflue en Allemagne.

Moins connu est le cas de la Hongrie. Le 16 novembre 1918, la monarchie cède la place à une république. La bourgeoisie ayant échoué à stabiliser la situation, une république soviétique est proclamée en mars, dirigée par un gouvernement ouvrier, communiste-socialistes de gauche. Mais l'expérience ne durera que quelques mois.

En Italie, dès 1917, la résistance populaire à la guerre se solde par des émeutes. Mais en 1919 le mouvement passe à un stade supérieur : les occupations de terres se multiplient, des conseils d'usine se constituent dans les régions industrielles du nord du pays. Et début 1920, une vague de grèves secoue le pays, les occupations d'usines se multiplient. Au final, faute d'une direction politique visant à la conquête du pouvoir, le

mouvement sera contenu là encore. On pourrait aussi citer le cas de l'Autriche, de la Finlande... Même en Suisse, 400 000 ouvriers font grève pour protester contre l'usage de la violence durant les manifestations de commémoration du premier anniversaire de la Révolution russe. Au final, ce n'est qu'en 1923 que la bourgeoisie sera en mesure de stabiliser la situation.

Le parti mondial de la révolution

La Révolution russe a redistribué les cartes. Partout des partis communistes se constituent : leur cri de ralliement est la défense de la Révolution russe. Généralement constitués à partir de regroupements de gauche existant au sein de la social-démocratie, ils accueillent nombre d'anarchistes que l'opportunisme social-démocrate rebutait, ainsi que des syndicalistes. Par contre, ces partis sont jeunes, souvent très hétérogènes, fréquemment marqués par un certain « gauchisme », voire une grande naïveté.

Dans ces conditions, les dirigeants soviétiques vont prendre la décision de consolider ce courant mondial en une Internationale communiste, fondée à Moscou dès



Versailles: le traité des rapaces

Le 28 juin 1919, le traité de Versailles est signé, complété par d'autres traités de moindre importance. Les impérialismes vainqueurs imposaient les conditions de paix à l'Allemagne et ses alliés.

Charcutages et pillages en tous genres

En fait ce traité visait à garantir la suprématie franco-britannique sur l'Europe, avec les Américains en arrière-plan.

L'Allemagne était amputée de 15% de son territoire, 10% de sa population, et privée de ses colonies, la rive gauche du Rhin occupée par les vainqueurs. L'empire austro-hongrois fut démantelé au profit de républiques hongroises, autrichiennes, yougoslaves, etc. Ces charcutages furent réalisés dans le plus total mépris du droit des peuples. Intenables à la longue, ces constructions exacerbèrent les contradictions qui culminèrent avec le conflit inter-impérialiste de 1940-45.

L'Allemagne fut aussi contrainte à des indemnités massives, qui l'écraseront durant toutes les années 1920 : la haine pour ce pillage alimentera le processus révolutionnaire des années 1920, mais aussi le nazisme.

Concernant le Moyen-Orient, les traités de Sèvres-Lausanne organisèrent le démembrement de l'empire ottoman au profit des franco-britanniques, et l'établissement d'un « foyer national juif » en Palestine fut encouragé.

« Sécurité collective » et humiliation...

La Société des nations (SDN) fut aussi constituée à Versailles. Identifiée aux orientations défendues par le président américain Wilson. Son objectif était la « sécurité collective », la paix grâce à la négociation entre puissances. La SDN était en fait avant tout garante des conditions de « paix » échauffées à Versailles. Ultérieurement, elle ne put empêcher la marche à la guerre mondiale (guerre d'Espagne, etc.) et s'effondrera en 1940-45. Une nouvelle organisation, l'ONU, sera créée dans l'après-guerre.

Le jeune pouvoir rouge de Russie fut évidemment écarté de la signature d'un traité qu'il dénonça immédiatement. Selon l'Internationale communiste, « le traité de Versailles a placé l'Allemagne et toute une série d'États vaincus dans des conditions qui rendent matériellement impossible leur existence économique, les privent de tous droits et les humiliant. » En conséquence, le jeune Parti communiste allemand, notamment, fut aux avant-postes de la lutte contre le paiement des réparations.

Pascal Morsu

Pour aller plus loin

Lire le dossier du n°56 de **l'Anticapitaliste** la revue intitulé "Août 1914, le monde bascule"



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex. Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

BRICS Nouvelle banque et FMI, des rivalités émergentes

Le Fonds monétaire international (FMI) fêtait le 22 juillet son soixante-dixième anniversaire ainsi que celui de la Banque mondiale, tous deux nés des accords de Bretton Woods pour assurer le leadership des USA sur le monde de l'après Seconde Guerre mondiale...

Quelques jours avant, le 16 juillet se déroulait à Fortaleza, au Brésil, le sixième sommet annuel des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) qui ont signé un accord actant la création d'une « nouvelle banque de développement » et d'une réserve de change commune. « C'est une contribution importante pour la reconfiguration de la gouvernance économique mondiale », s'est félicitée la présidente brésilienne, Dilma Rousseff. Une réponse au refus des USA d'accepter toute réforme du FMI donnant plus de place aux BRICS au mépris des réalités économiques, un pas de plus dans la contestation par les puissances capitalistes émergentes du leadership américain.



Unis contre le FMI. DR

Déploiement financier et politique

La banque de développement sera basée à Shanghai et aura pour objectif de financer de grands projets d'infrastructures dans les pays concernés et, à terme, dans d'autres pays émergents. Sa capitalisation de départ sera de 50 milliards de dollars, apportés par les cinq participants pour tendre vers les 100 milliards de dollars. Elle n'assortira pas ses prêts d'exigences contraignantes du genre des réformes structurelles ou de l'ingérence politique imposées par le FMI. À été également signé un « accord-cadre » instaurant une réserve de

change commune. Doté de 100 milliards de dollars, dont 41 milliards versés par la Chine, 18 milliards par l'Inde, le Brésil et la Russie, et 5 milliards par l'Afrique du Sud, ce fonds pourrait être opérationnel dès 2015. Il permettrait à ses membres de se protéger en cas de tempête spéculative sur leurs devises, un geste politique de solidarité capitaliste dont l'efficacité serait probablement très relative... Poutine était présent au sommet en pleine crise ukrainienne. Il est aussi allé à Cuba et en Argentine. À Brasilia, les dirigeants des BRICS ont rencontré des chefs d'État sud-américains (l'Amérique latine a représenté près

de 20% des investissements étrangers de la Chine l'an dernier). Autant dire que pour les BRICS, la nouvelle banque est l'occasion d'un déploiement financier et politique. « Nous n'avons aucun intérêt à nous éloigner du FMI. Au contraire, nous avons intérêt à le démocratiser, à le rendre le plus représentatif possible. Notre relation avec le FMI est passée de celle de pays endetté à celle de contributeur. Pendant la crise de l'euro, nous avons contribué au pare-feu financier pour éviter que la situation n'empire. Notre relation avec le FMI est une relation d'indépendance », a résumé Dilma

Rousseff. Certes, mais la fondation de la nouvelle banque est une arme dans la concurrence mondiale, une arme économique et politique pour un ensemble de pays qui, totalisant 40% de la population de la planète, disposent d'énormes ressources naturelles et créent près de 30% du PIB mondial.

Nouvel ordre mondial financier ?

L'évolution des relations entre les BRICS et le FMI dépendra principalement de la Chine qui avance jusqu'alors en évitant toute arrogance. Son budget alloué à l'aide étrangère excède à lui seul celui de la Banque mondiale, qui, de fait, n'a plus la position dominante. La Chine développe par ailleurs un autre projet, régional, la Banque asiatique d'investissements en infrastructures, rivale directe de la Banque asiatique de développement (BAD) dominée par les Japonais. Complémentarité, disent les dirigeants chinois ainsi que Dilma Rousseff, une complémentarité à travers laquelle se construisent de nouveaux rapports de forces. L'ordre mondial décidé à Bretton Woods qui avait déjà été ébranlé entre 1968 et 1971, ne répond plus aux besoins du capitalisme libéral mondial taraudé par les rivalités et concurrences exacerbées qui rendent caduque la domination que les USA voudraient perpétuer. La réponse des BRICS conteste cette hégémonie mais n'est en rien une issue à la crise globale engendrée par la course à la rentabilité financière. Cette réponse ne peut venir que de la réappropriation du capital par les peuples et leurs États, en expropriant les banques privées pour mettre en place un monopole bancaire et coordonner au niveau régional et mondial leur politique financière en fonction des besoins des populations. Une autre histoire...

Yvan Lemaitre

IRAN

Le syndicaliste emprisonné Reza Shahabi enfin hospitalisé!

En Iran, les travailleurs sont privés de libertés essentielles: droit de faire grève, de manifester, de constituer des syndicats. Accusés d'avoir enfreint ces interdictions, des milliers de salariés sont arrêtés et de nombreux sont emprisonnés. Parmi eux, Reza Shahabi.

Dirigeant du syndicat de la régie des transports de Téhéran et sa banlieue (Sherkat-é-Vahed), Reza Shahabi est en prison depuis juin 2010 où il purge une peine de 6 ans. Il souffre d'insuffisance rénale, d'hypertension, de douleurs dorsales et lombaires, ainsi que d'une sévère arthrose du fait de la détérioration de quatre vertèbres.



Iran Reza Shahabi menotté et inconscient à l'infirmerie de la prison. DR

Sa quatrième grève de la faim

Le 1^{er} juin 2014, au lieu de recevoir les soins nécessaires, Reza Shahabi a été transféré dans une prison accueillant également des prisonniers de droit commun souvent violents. Depuis cette date, il a entamé une nouvelle grève de la faim pour réclamer son retour dans un lieu de détention conforme aux conventions internationales. Depuis de longs mois, le mouvement de solidarité a été relayé en France par des exilés iraniens, Amnesty International ainsi que par l'intersyndicale CGT-Solidaires-FSU-CFDT-UNSA. Une intervention a eu lieu auprès des autorités iraniennes et françaises pour que Reza soit hospitalisé de toute urgence, notamment pour une opération de la colonne vertébrale. Au 50^e jour de grève de la faim, Reza a reçu la visite d'un représentant du pouvoir. Celui-ci a constaté la dégradation de son état de santé: hémorragie gastrique, fort amaigrissement, insensibilité des membres, etc. Il lui a alors annoncé qu'il allait être enfin transféré dans un hôpital. En réponse Reza a annoncé qu'il suspendait sa grève de la faim, mais qu'il la reprendrait si cet engagement n'était pas respecté.

Face à l'État théocratique, la lutte continue!

Grâce à la détermination de Reza, et au mouvement de solidarité, en Iran comme au niveau international, une première victoire a été remportée. Mais le combat continue pour s'assurer que Reza reçoit bien les soins adéquats. Il doit s'amplifier pour que, dès que l'état de santé de Reza sera stabilisé, il ne retourne pas en prison. Cette lutte s'inscrit dans une lutte plus générale pour le respect des libertés démocratiques, la fin de la peine de mort (465 personnes ont été pendues depuis le début 2014), le respect des droits des femmes ainsi que de ceux figurant dans les normes internationales de droit du travail. Une lutte de longue durée est devant nous face à l'État théocratique iranien et son instrument de propagande international qu'est la chaîne télévisuelle Press TV... sur laquelle on trouve notamment une interview complaisante d'un certain Dieudonné.

Claude Vergies

Pour en savoir plus:
<http://www.iran-echo.com>
<http://www.workers-iran.org>
<http://orta.pagesperso-orange.fr/solidint/iran/iran.html>
<http://www.amnesty.org/fr/region/iran>
<http://soliranparis.wordpress.com>

TURQUIE Erdogan « purifie » le régime

À trois semaines des élections présidentielles, l'opération annoncée et attendue depuis plusieurs mois contre la communauté islamique dirigée par l'Imam Fethullah Gülen a commencé. Dans le cadre de cette opération, plus de cent policiers ont été placés en garde à vue et 12 d'entre eux ont été arrêtés jusqu'à ce jour.

Les policiers sont accusés d'avoir espionné le Premier Ministre Erdoğan, le chef des services de renseignements Hakan Fidan et plusieurs ministres, en pratiquant des écoutes téléphoniques illégales. Cependant il faut rappeler que la confrérie Gülen, qui avait commencé à infiltrer différents secteurs de la bureaucratie (principalement les appareils judiciaire et policier) depuis les années 80 fut le grand allié du gouvernement AKP dans son combat contre les militaires et l'hégémonie laïque-républicaine dans l'appareil d'État. Toutefois cette coalition a fini par se fragiliser en raison de la puissance démesurée de la communauté dans la bureaucratie, en particulier après la tentative d'arrestation de Fidan, suspecté de « soutien au PKK » en raison de son rôle dans les négociations avec le leader kurde Öcalan, par des juges et policiers membres de la confrérie opposés aux pourparlers. Les vastes opérations anti-corruption lancées en décembre 2013 et qui avaient touché quatre ministres et des hommes d'affaires proches de Erdoğan étaient aussi guidées par cette confrérie. C'est donc en représailles à ces opérations et à la révélation de conversations téléphoniques d'Erdoğan et de sa clique qu'une opération



Erdoğan en campagne musclée... DR

d'envergure contre cet « État parallèle visant à renverser le gouvernement » avait été annoncée et que des milliers de policiers et des centaines de juges avaient déjà été mutés.

Vers un durcissement

L'opération, qui va probablement s'étendre à l'appareil judiciaire et à la presse liée à Gülen, doit aussi être vue comme un moyen de consolidation de la base religieuse-conservatrice de l'AKP, cela à quelques semaines des premières élections présidentielles

au suffrage universel. Car Erdoğan a le mérite d'avoir réussi à présenter pêle-mêle la révolte de Gezi, les opérations anti-corruption, les réactions contre la violence policière et le prétendu accident de la mine de Soma comme un grand complot, une tentative de « coup d'État civil » contre son gouvernement et contre lui-même, unique représentant de la « volonté nationale »... Les prochaines élections sont cruciales car elles vont être l'occasion pour Erdoğan (qui a de grandes

chances d'être élu dès le premier tour) de changer le modèle de présidence, en appliquant pour la première fois tous les pouvoirs que lui accorde la constitution rédigée après le coup d'État de 1980, constitution que l'AKP prétend combattre! Un Erdoğan comme président « fort » et actif dans le jeu politique représentera à coup sûr un durcissement du régime. Pour tenter de briser l'hégémonie de l'AKP fondée en partie sur le clivage religieux-laïques, les kémalistes/républicains et l'extrême droite (les deux principaux partis d'opposition) présentent, avec aussi le soutien de la confrérie Gülen, un candidat commun: un intellectuel conservateur et moderne, de renommée internationale mais peu connu en Turquie et sans expérience politique. Le Parti démocratique des peuples (HDP), réunissant le mouvement kurde et certaines organisations de gauche, présente un jeune candidat sincère et militant, Selahattin Demirtas, jouissant d'une crédibilité dépassant la sphère du mouvement kurde et de l'extrême gauche. Le soutien à la candidature de Demirtas, autour de revendications sociales et démocratiques concrètes, est une occasion pour accumuler des forces et se préparer à la sombre période qui s'annonce.

D'Istanbul, Uraz Aydin

BOURG-EN-BRESSE (01) Demande d'asile: les soldes du préfet

Comme nous le pressentions, le bâtiment occupé depuis un an par des familles de demandeurs d'asile (voir l'Anticapitaliste n°249) a été évacué par les forces de « l'ordre ».



DR

Mardi 22 juillet, dès 7 heures du matin, la gendarmerie a bouclé le quartier, empêchant l'arrivée des militantEs venus soutenir les réfugiéEs. Vulgarité ordinaire d'une expulsion : politesse administrative des officiels, tri des sans-papiers emmenés en camp de rétention, résidence surveillée pour ceux dont il faut vérifier la situation, relogement temporaire d'une femme enceinte et d'un couple avec enfant... et la rue pour les célibataires contraint d'abandonner leurs maigres effets.

Le bâtiment, voué à la démolition, est rapidement muré. Puis c'est l'errance dans les rues de la ville sous de méchantes averse. Après une tentative d'installation de tentes dans un square face à la préfecture, interdite par la police, et un frugal repas servi par le Collectif, les familles ont passé le reste de la journée à errer sans but. Elles ont finalement trouvé refuge pour la nuit dans les locaux du diocèse grâce à l'intervention de l'évêque sollicité par les militants chrétiens. L'entretien qu'une délégation du Collectif a eu avec la préfecture laisse mal augurer de l'avenir : plus d'argent pour accueillir, rien pour les célibataires relogés provisoirement au camping municipal... Par ailleurs, le maire, un proche de Valls, fait pression sur le préfet, nommé par Valls, pour que les déboutés soient sortis des centres d'accueil pour les demandeurs d'asile (CADA) et reconduits chez eux afin de libérer des places... Notre demande est toujours la même : construction d'un CADA dans la ville (chef-lieu du département), et en attendant, mise à disposition d'un immeuble vide pour installer un accueil d'urgence.

Accueillir ou renvoyer ?

La question de l'accueil des migrantEs est l'enjeu de multiples clivages sociaux et politiques. DemandeurEs d'asile, réfugiéEs, immigréEs, sans papierEs, clandestinEs sont l'objet de bien des fantasmes et de bien des amalgames. Alors l'attitude du Collectif, qui agit en conformité avec la législation, serait-elle de nature à « troubler l'ordre public » ? Réquisitionner un immeuble vide afin d'accueillir des personnes qui, sans l'action des militantEs, dormiraient sur les trottoirs ; abriter et nourrir des familles qui traîneraient dans les rues, encouragent la paix sociale et constituent un rempart contre le racisme et la discrimination. Et non l'inverse. Argumenter, discuter, élaborer, revendiquer, sont un témoignage de vitalité démocratique. Renforcer les attitudes citoyennes, revigorer le dialogue social, confronter des points de vue, sont des signes de considération vis à vis des autorités. Et non le contraire.

Ça aurait pu (dû) marcher avec l'immeuble que nous occupions, mais l'objectif du gouvernement n'est pas celui affiché dans les dîners républicains. Le leur est d'écoeurer les candidatEs à l'exil en les accueillant le plus mal possible et, si ça ne suffit pas, de les reconduire...

Dans un roman¹, Victor Serge écrit que « tout ne s'écroule pas à la fois. Il reste dans la fourmière éventrée des recoins presque paisibles ; et les fourmis peuvent y croire que leur univers continue comme de coutume. » Sommes-nous dans une telle situation ? Le Collectif reste mobilisé, comme on dit dans les tracts, mais il souffle un vent mauvais...

CorrespondantEs

1 - Victor Serge, Les derniers temps.

INTERMITTENT-E-S ET PRÉCAIRES

Chalon dans la lutte

Poussée par les mobilisations en cours contre l'accord Unedic du 22 mars et les premières Assemblées générales tenues depuis le début de la semaine à Chalon-sur-Saône (71), la direction du festival Chalon dans la rue a annulé quelques fanfares qui devaient animer l'inauguration du mercredi 23 juillet...

La soirée d'ouverture du festival a également été perturbée par les intermittentEs et précaires en lutte. Sans consigne particulière issue de l'AG, le maire UMP a été interpellé par les intermittentEs, sifflé par le public et privé de parole : en cause notamment la mise en place d'un arrêté anti-mendicité deux mois auparavant.

La lutte ne faiblit pas, elle est partie pour durer !

L'après-midi même, l'assemblée générale des travailleurEs en lutte avait en effet décidé plusieurs actions : une prise de parole d'un représentantE du collectif (comprenant notamment la fédération des arts de la rue, la CGT, Sud culture, etc.), de nombreuses banderoles, un mur de la honte à l'effigie de François Rebsamen et de Pierre Gattaz, des actions spectaculaires avec des acrobates, de nombreuses pancartes brandies par les spectateurEs solidaires, l'annulation du spectacle d'ouverture par la grève des artistes et techniciens de la compagnie devant jouer.

Lors de cette assemblée générale avait également été évoquée la question de la grève pour le lendemain (jeudi 24). Elle a été soumise au vote : sur 342 présentEs (du In, du Off, du Off du Off et des bénévoles), 252 ont voté pour la grève (73%) et 65 contre (19%). La manifestation du lendemain a été très importante avec quelques 2000 personnes (notamment de nombreux spectateurEs



Le maire de Chalon muselé. DR

solidaires), s'arrêtant devant le Medef local (envahi de policiers), le Pôle emploi et se terminant à la sous-préfecture.

Même si la grève n'a pas été reconduite pour le lendemain (certaines compagnies sont toutefois toujours en grève), cette mobilisation a montré que la lutte des travailleurEs du spectacle ne faiblissait pas et qu'elle était partie pour durer.

Les militantEs du NPA présents à Chalon-sur-Saône (qu'ils soient salariéEs ou spectateurEs) ont activement participé à l'organisation du mouvement et des actions (participation aux AG, mise en place avec l'aide de la CGT locale de la manifestation, tractage, autocollants NPA « Solidarité avec les grévistes », et animation du cortège par un camarade...).

Pas de répit !

Nationalement la mobilisation est toujours présente : à Avignon, Ambert où le Pôle emploi a été occupé jeudi 24, à Strasbourg où, depuis 23 nuits, les interluttantEs se tiennent debout, vêtement noir et croix blanche sur le dos, au pied de la cathédrale illuminée, et dans de nombreuses villes où se poursuivent les actions, le tractage, les prises de parole. Aucun répit n'est observé, et le mouvement s'élargit de plus en plus aux précaires. De plus, les spectateurEs, sensibilisés depuis de nombreux mois, commencent à intégrer la lutte, dans les manifestations et les actions.

Le Comité de suivi national (composé de travailleurs mais également d'organisations patronales et d'élusEs)

VIRGIN Un an après la liquidation

En juin 2013, Virgin Mégastore, enseignes de biens culturels implantée en France depuis 25 ans, était liquidée de manière retentissante, entraînant la fermeture de 27 établissements et le licenciement de près de 1000 salariéEs. Grâce à une lutte déterminée, avec le soutien d'une intersyndicale unie, le personnel arrachait un PSE consistant au regard du contexte de procédure collective.

Un an après, les 15 millions d'euros de financement du plan social (seul 1,5 million était initialement budgété

pour ce dernier) apparaissent d'autant plus enviables que la situation de nombreux employéEs, qui ont majoritairement opté pour le Contrat de sécurisation professionnel qui assure le quasi-maintien de leur salaire pendant un an, va s'assombrir. En effet, selon le cabinet comptable du Comité d'entreprise, 58% d'entre eux vont se retrouver sous le seuil de pauvreté à son issue, une fois indemnisé par la seule Allocation de retour à l'emploi... Ce sont des grèves et manifestations à répétition qui auront permis d'obtenir cette somme, dont une manifestation nationale le 29 janvier 2013, avec la montée de près de 600 salariéEs sur Paris pour aller demander des comptes à Butler, l'actionnaire principal de l'enseigne, mais surtout l'occupation, durant plusieurs jours, de 8 magasins au moment de la liquidation. Les fonds alloués sont essentiellement issus, d'une part, des soldes sauvages organisées en mai 2013 et, d'autre part, de la contribution imposée à Butler. Enfin, un



Il y a un an les Virgin résistaient... DR

partage du surplus, prévu en janvier 2014, se révélera le bienvenu.

Rester solidaires

À ce jour, ce sont 200 salariéEs qui ont retrouvé un emploi stable, le plus souvent dans un secteur différent de celui d'origine, à l'exception d'une dizaine d'entre eux, essentiellement des libraires, repris par Gibert Joseph, nouvel exploitant du magasin parisien

de Barbès. Le travail du comité de suivi du PSE, composé de l'administration du travail, du ministère de la Culture, de Pôle emploi, du mandataire liquidateur, du cabinet de reclassement, de l'AGEFOS et des organisations syndicales, a permis de mettre en place plus de 700 formations, le plus souvent qualifiantes.

Il faut aussi compter sur l'implication des Gilets rouges, l'association des

a proposé un communiqué qui ne parle pas de l'abrogation de l'accord Unedic mais d'un « avenant » au protocole, d'ici décembre 2014. Cette position est en décalage total avec le mot d'ordre d'abrogation présent dans les luttes et largement porté dans toutes les prises de paroles, actions, manifestations... Les différentes composantes de cette lutte, AG unitaires, organisations (membres ou non du Comité de suivi), auront à se prononcer dans les jours qui viennent sur cette question.

Amplifier les luttes contre ce gouvernement

Notre rôle dans le mouvement des intermittentEs et précaires, qui dure maintenant depuis plus de 5 mois, est multiple. Il s'agit de renforcer et d'élargir les collectifs unitaires aux précaires et aux chômeurs afin qu'une mobilisation plus large pour les droits sociaux ne se limite pas à la lutte des intermittentEs pour la sauvegarde de leur régime spécifique ; de continuer la dynamique de convergence des luttes déjà entamée (avec les cheminotEs, les postierEs, etc.) malgré les tentatives « classiques » d'isolement et de division ; de porter cette mobilisation parallèlement à nos revendications spécifiques pour le secteur culturel (refus des baisses de budget et des privatisations).

Les militantEs du NPA doivent continuer à participer aux collectifs unitaires et à tous les collectifs anti-austérité en vue d'amplifier les luttes contre ce gouvernement PS-Medef et de construire une rentrée sociale offensive.

La prochaine Coordination nationale, qui se tiendra dans les premiers jours de septembre à Dijon (31 août, 1er et 2 septembre), alors que se déroulera localement la 4^e université d'été du Medef Côte-d'Or, aura sans doute la tâche de faire le bilan des 6 mois de mobilisation et d'impulser un second temps, plus résolu tourné vers la rencontre d'autres secteurs en lutte.

Sacha Kovsky, Benjamin Croizy et Céline Grisoni

ex-Virgin, qui a conseillé, bien au-delà de sa centaine d'adhérentEs, nombre de salariéEs face aux méandres du quotidien de chômeurs. Enfin, SUD Virgin continue le combat en s'appuyant à introduire, devant les Prud'hommes, une dizaine de dossiers relatifs à la requalification de contrats à temps partiel en temps plein. Cela va permettre, entre autres, la revalorisation du solde de tout compte ainsi que de dommages et intérêts pour travail de nuit illégal, dans la lignée de la décision rendue par le Conseil constitutionnel à l'encontre de Sephora. Toutes ces avancées auraient été entravées par l'application de la nouvelle législation sur les licenciements collectifs issue de l'ANI 2013. Ainsi, les salariéEs des librairies Chapitre, liquidés quelques mois après ceux de Virgin et tout autant déterminés en occupant plusieurs magasins, ont fait les frais de l'homologation par l'administration du travail d'un PSE au rabais... À cette occasion, des « gilets rouges » et les syndicats CGT et SUD leur ont apporté la solidarité, preuve que l'esprit de leur lutte est toujours vivant.

LD

Spéciale Première Guerre mondiale

Cinéma

De la propagande militariste au défaitisme révolutionnaire

L'historien Michel Anthony¹ recense près de 200 films de fiction consacrés à la « Grande guerre ». Dans cette énorme production, dominent les films que l'on peut qualifier d'humanistes et de pacifistes, qui dénoncent les horreurs et l'absurdité de la guerre... mais seulement après la fin de celle-ci.

Parmi les plus remarquables : À l'Ouest, rien de nouveau de Lewis Milestone (1930), et son remake en téléfilm par Delbert Mann (1979), tous deux adaptés du roman de Erich Maria Remarque qui reste l'un des grands classiques de la littérature de guerre. On peut citer aussi *Charlot soldat* (1918) qui utilise l'arme de l'humour, et *La grande illusion* de Jean Renoir (1937) qui dut subir des coupes imposées par la censure, des Allemands étant présentés de façon trop humaine. La propagande n'a pourtant pas manqué d'utiliser ce moyen de communication de masse. L'un des tous premiers films de propagande, *Cœurs du monde* (1918), fut ainsi commandé à D.W. Griffith – réalisateur connu pour ses films à la gloire du Ku Klux Klan! – par le British War office. Côté allemand, on produisit *Le cercle enchanté* (1917), à la gloire



de l'invincible sous-marin U 35. Outre Atlantique, c'est à Howard Hawks qu'on commanda *Sergent York* (1941), afin de vanter les mérites de ce héros national qui aurait tué 28 Allemands

et fait 132 prisonniers, cela au moment où les États-Unis s'apprêtaient à entrer en guerre.

Antimilitaristes... après la guerre

Les films plus franchement antimilitaristes sortiront à une époque où la guerre de 1914-18 sera devenue un sujet moins sensible. L'un des plus marquants, *Les sentiers de la gloire* de Stanley Kubrick (1957), ne sera pourtant pas diffusé en France avant 1975. Une autre guerre, celle d'Algérie, interdisait de s'en prendre ainsi aux assassins galonnés... Notons cependant que, dès le début des années 30, le réalisateur allemand communiste Georg Wilhelm Pabst plaide pour la fraternité des ouvriers français et allemands dans *La tragédie de la mine* (1931).

Au rayon antimilitariste, il faut aussi ranger *La victoire en chantant* de Jean-Jacques Annaud (1976), qui nous montre comment colons français et allemands se font la guerre confortablement par Africains interposés ; *Le Pantalon*, téléfilm d'Yves Boisset (1997), sur le cas d'un fusillé pour l'exemple ; *Capitaine Conan* de Bertrand Tavernier (1996), qui nous montre comment certains individus peuvent s'épanouir dans la guerre ; *Johnny s'en va-t-en guerre* de Dalton Trumbo (1971), d'après son roman écrit... en 1939 en réponse à la propagande militariste. Enfin, *Joyeux Noël* de Christian Carion (2005), montre



des scènes de fraternisation entre soldats français et allemands au cours d'une trêve.

Un seul film pourtant, à notre connaissance, *Les hommes contre...* de Francesco Rosi (1970), s'engage clairement sur le terrain du défaitisme révolutionnaire : sur le front autrichien, des soldats italiens socialistes retournent leurs armes contre leurs officiers sanguinaires, reprenant ainsi à leur compte les paroles célèbres de « L'internationale », paroles que les Staliniens chercheront à effacer.²

Gérard Delteil

1- http://artic.ac-besancon.fr/histoire_geographie/HGFTP/Autres/Cinema/cine1418.doc
2- « S'ils s'obstinent ces cannibales à faire de nous des héros, ils sauront bientôt que nos balles sont pour nos propres généraux... »

Aujourd'hui foutez-nous la paix

« On voit gicler de la groseille
Du raisin, du jus de soldat
À chaque morsure d'abeille

À chaque pruneau, chaque éclat...
L'arrosoir, la machine à poudre
Fait sa couture au barbelé
Comme la machine à découdre
À piqué autant d'épilés
Que de vrais poilus, s'il vous plaît
Aujourd'hui foutez-nous la paix

Assez des sombres clarinettes
Qui plantent leurs notes d'acier
Les ventres pour ces baïonnettes
Sont des boyaux à tricoter
Le masque comme un groin sur la bouche
Leur fait des têtes de cochon
La tombe est faite, le corps se couche
Les gaz montent au cabochon
Comme la moutarde, s'il vous plaît
Aujourd'hui foutez-nous la paix

Plus de victoires sur des ruines
Jamais plus de galons gagnés
Sur les vestes plus de sardine
Plus de boucherie célébrée
Deux bons gros millions de bonshommes
Morts, et deux fois plus de blessés
Verdun et la Marne et la Somme
Plus de six obus balancés
Au mètre carré, s'il vous plaît
Aujourd'hui foutez-nous la paix

Que ces mots là on les supprime
Bleusaille, artiflot, purotin
Que ces gens-là on les pèrime
Nivelle, Mangin ou Pétain
Nivelle qui écrit et qui signe
Qu'il faut finir avant le blanc
Tout le sang noir de nos lignes
C'est normal, ça n'est que du sang
De Sénégalais, s'il vous plaît
Aujourd'hui foutez-nous la paix

Si d'aventure ils fraternisent
Ces poilus, qu'il se mettent en trêve
Le chant de Craonne est de mise
Qui dit son appel à la grève
Les généraux, les sanguinaires
Fusillent ces petits troupiers
Payez de votre peau la guerre
Les pauvres sont faits pour aimer
Messieurs les riches, s'il vous plaît
Aujourd'hui foutez-nous la paix

S'ils l'ont chanté cette rengaine
Les pioUPIOUS qui ont survécu
L'horreur a repris de la graine
Et le siècle en est revenu
La mort a déroulé, perfide
À petits massacres comptés
À grands coups, à grands génocides
Son torchon jusque sous nos pieds
Une fois pour toutes, s'il vous plaît
Maintenant foutez-nous la paix.

Rémo Gary

(Le mot « épilé » pour désigner la relève, c'est-à-dire ceux qui arrivaient sur les lignes rasées plus fraîchement. Mot à la fois terrible et poétique au fond. NDLA)

Littérature

Le Chemin des âmes

Joseph Boyden, *Le Livre de Poche*, 2008, 7,60 euros

Au travers de récits croisés, la tragédie de deux indiens originaires du Canada et embarqués dans l'épouvante de la 1^{re} Guerre mondiale. L'enfance de Xavier et Elijah, c'est l'apprentissage de la lutte pour la vie, et même pour la survie entre la persécution coloniale et religieuse et la chasse à l'original dans le nord du Canada. « Ma mère, dit Elijah, elle racontait qu'en plein hiver, parfois, il fallait mettre à bouillir les mocassins, pour la soupe ».

Ces mocassins, les deux amis vont les emporter sur le front, dans la Somme, autour de Vimy, les préférant aux lourds godillots. Pour

certain, la bataille de Vimy, le 9 avril 1917, fut l'acte fondateur de la nation canadienne. Le Canada, dominion britannique, remportait une première victoire militaire, au goût amer : près de 3600 morts, sans compter les milliers de blessés. « Il y a tellement de morts enterrés là-bas que si les arbres repoussent, les branches porteront des crânes. » 200 000 soldats allemands et autant de britanniques et français sont morts entre 1914 et 1918 dans cette seule région.

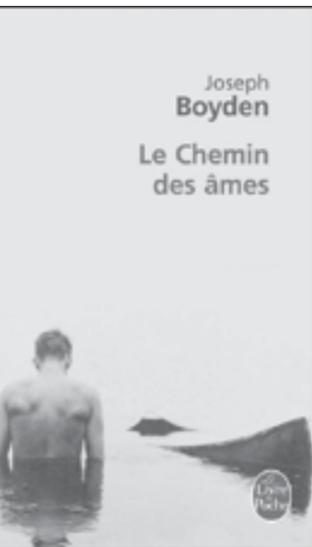
Les deux amis vont, au milieu de l'horreur, transformer leur art de survivre en l'art de tuer des hommes, des boches, snipers d'une prodigieuse

efficacité. En même temps qu'ils seront amis de combat et adversaires s'engager sur le « chemin des âmes » que l'on met trois jours à parcourir pour rejoindre ses aïeux.

Dans l'enchevêtrement des histoires, de l'enfance canadienne, au retour en canoë en passant par Vimy, on se laisse surprendre à se réjouir du succès de la chasse au sniper allemand. Personne ne revient vraiment de cet enfer qu'est la guerre.

À lire d'une traite. Et une invitation à un détour par le mémorial de la crête de Vimy et par les tours mutilées du Mont-Saint-Eloi, au milieu de milliers de tombes, d'arbres plantés en mémoire des milliers de soldats morts, dont 30 000 Canadiens, et de dizaines kilomètres de tranchées menant au chemin des âmes.

Robert Pelletier



Essai

La censure militaire et policière 1914-1918

Maurice Rajsfus, *La Recherche-Midi*, 2014, 19,50 euros

Toujours étonnant de prendre la mesure de l'énergie, voire de l'imagination, que peut déployer un gouvernement pour interdire aux médias de faire connaître, même à minima, la réalité de situations extrêmes comme les guerres. C'est ce que s'est employé à faire Maurice Rajsfus sur la période 1914-1918 en France.

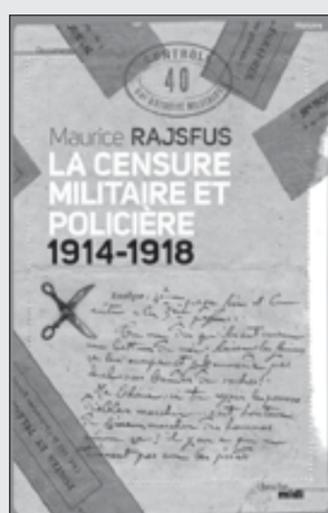
Ce qui frappe d'abord, c'est l'ampleur des ressources humaines mobilisées : plus d'un millier de censeurs se partagent les 21 régions militaires dans lesquelles ont été constituées 385

commissions de contrôle. Il faut dire que tout y passe : presse quotidienne, hebdomadaire, brochures tracts, affiches, courrier des soldats et même annonces personnelles, affiches et publicités (les « réclames »). Dans le même temps, les mobilisations ouvrières notamment de femmes dans les usines d'armement sont évidemment la cible des censeurs. Et, pour faire bonne mesure, la censure frappe au cinéma, au théâtre, les chansons populaires et les cabarets. Si la censure ratisse large, elle vise surtout à interdire toute information sur les engagements militaires et toute remise en cause de la solidarité nationale, vite assimilée au défaitisme, voire à la trahison. Ce qui vaudra aux animateurs du quotidien *le Bonnet rouge* d'être « suicidé » en

prison pour l'un et d'être fusillé le 17 juillet 1918 pour l'autre. En conclusion de ce travail en profondeur, Maurice Rajsfus montre comment le contrôle de la presse, la censure, ne sont jamais complètement absents, même en période « calme », et « qu'il faut se méfier du censeur qui dort sous les oripeaux du héraut des institutions républicaines », comme le montrera en 1939, la chambre des députés élue sous le Front populaire ou comme cela sera de nouveau le cas au moment des « événements » d'Algérie.

Un livre utile donc et d'actualité, au moment où Valls et Hollande tentent d'empêcher l'expression du soutien au peuple palestinien au nom, entre autres, de l'unité nationale...

Robert Pelletier



À lire...

Combats de femmes 1914-1918 : Les Françaises, pilier de l'effort de guerre, dirigé par Évelyne Morin-Rotureau, Éditions Autrement, 2014, 21 euros
Militants contre la guerre 1914-1918, Julien Chuzeville, Éditions Spartacus, 2014, 10 euros

Librairie la Brèche, 27 rue Taine 75012 Paris
www.la-breche.com ~ contact@la-breche.com



L'Anticapitaliste | Libre expression

“ Condamner Israël, un devoir ”

Tribune. Nous reproduisons une tribune publiée le samedi 26 juillet par Mediapart¹ et signée de différentes personnalités « d'ascendance juive ou arabe ». Celles-ci dénoncent la politique de l'État d'Israël contre Gaza et le peuple palestinien, ainsi que le rôle du gouvernement français qui a légitimé l'offensive israélienne et nourrit ici un conflit communautaire, voire religieux.

C'est un paradoxe que la signature de ce texte uniquement par des individus d'ascendance juive ou arabe justement pour défendre avec la dernière énergie que les bombardements de Gaza n'ont à voir ni avec la religion, ni avec les origines. Le gouvernement israélien mène une politique coloniale barbare que l'on pensait propre aux siècles passés. Un gouvernement israélien d'alliance entre la droite et l'extrême droite, où de plus cette dernière a pris le dessus ces dernières semaines. Ce qui se passe là-bas est un conflit national, politique, où Israël, minutieusement, année après année, détruit consciemment toute possibilité de paix et de cohabitation avec les Palestiniens, en particulier par l'élargissement sans fin des colonies et le blocus de Gaza, explicitement condamnés de longue date par l'ONU. Et de toute façon un simple et salutaire réflexe d'humanité devrait suffire à condamner la barbarie du recours massif aux bombardements contre les populations civiles.



Au Havre... DR

Mais voilà que le gouvernement français, qui se dit de gauche, a pris fait et cause pour cette barbarie en déclarant légitime l'offensive de Tsahal. Rompant ainsi avec l'équilibre au moins de façade remontant à de Gaulle, en passant par Chirac et Mitterrand. Voilà qu'il transforme en dépit de toute réalité la question en conflit « communautaire » voire « religieux » en

France même. Par ses positions, par l'interdiction inadmissible de manifestations en soutien à Gaza, il joue au pompier pyromane. Ouvrant la voie à un antisémitisme délétère devenu « *antisionisme des imbéciles* ». Un antisémitisme qui, comme tous les racismes, doit être combattu avec la dernière énergie.

Alors oui, il nous faut défendre une fois de plus haut et fort le droit de condamner Israël dans le conflit en cours sans se faire taxer d'antisémites pour autant. Et affirmer que, quand on est de gauche, c'est même un devoir élémentaire. Que nous, signataires de ce texte, refusons de laisser ramener nos personnalités et nos itinéraires politiques à de supposées « origines ». Mais que nous refusons tout autant l'instrumentalisation de celles-ci que d'autres n'hésitent pas à mettre en œuvre avec l'appui indécent de Valls et de Hollande.

À Gaza, c'est d'abord et avant tout l'humanité qu'on assassine. Et pour dire cela, pour le crier le plus fort possible, nul besoin d'être d'origine arabe ou juive. C'est un devoir élémentaire auquel nous appelons toutes et tous, comme nous appelons le gouvernement

français à arrêter de jouer avec le feu. De toute urgence.

Rony Brauman, Gilbert Achcar, Samy Johsua, Ada Bakkouche, Michael Löwy, Alima Boumedienne, Farouk Mardam-Bey, Younès Ajarraï, Pierre Stambul, Mohammed Bensaada, Michel Cahen, Matéo Alaluf, Salam Kawakibi, Françoise Davisse, Nebia Geitner, Luc Richir, Mohamed Paz, Zaïber Ben Lagha, Guy Corbi, Jacqueline Mahmud-Sebbagh, Mathieu Bolléa, Mustapha Kourir, Bassma Kodmani, Jim Cohen, Omar El Shafei, Neli Busch

1 - <http://blogs.mediapart.fr/edition/les-invites-de-mediapart/article/260714/condamner-israel-un-devoir>

MB



Vu ailleurs

bastat AIDE AUX PAYS PAUVRES? L'aide publique au développement (APD), en direction des pays pauvres, connaît-elle une privatisation silencieuse, déconnectée des besoins des populations mais conduite au plus grand bénéfice des entreprises multinationales? Tandis que les parlementaires français entendent réduire le budget national consacré à cette aide publique, un rapport publié vendredi 11 juillet par le Réseau européen sur la dette et le développement (Eurodad) s'inquiète de la montée en puissance et de l'opacité de fonctionnement des institutions financières de développement (IFD). Celles-ci sont en charge des aides orientées vers le secteur privé des pays émergents. Et pour elles, entreprises et marchés sont désormais considérés comme les principaux leviers de leur développement. (...) Qui sont ces « IFD »? Banque européenne d'investissement (BEI), Société financière internationale (SFI) rattachée à la Banque mondiale, ou encore, en France, la société Proparco, une filiale de l'Agence française de développement (AFD). Elles mobilisent des capitaux en augmentation constante depuis le début des années 2000. Selon Eurodad, ces montants devraient atteindre, à l'échelle mondiale, les 100 milliards de dollars en 2015, soit l'équivalent des deux tiers de l'aide publique au développement. Fournie directement par les États pour, par exemple, soutenir l'accès à l'éducation ou la lutte contre le paludisme, l'aide publique tend à diminuer dans la plupart des pays européens. Au contraire des financements destinés, via les « IFD », à investir sur des projets portés par les entreprises dans les pays pauvres, en leur apportant des prêts, des garanties, voire une participation directe à leur capital. (...) Cette stratégie du « développement par le marché » est-elle profitable aux pays concernés? Dans son rapport, issu d'une enquête menée pendant deux ans, Eurodad dénonce, chiffres à l'appui, une distribution des aides orientée en priorité vers les sociétés multinationales des États les plus riches. L'organisation met en doute leur pertinence pour la satisfaction effective des besoins sociaux des populations. Entre 2006 et 2010, seules 25% des entreprises aidées par la BEI et la SFI appartenaient à des pays à bas revenu, tandis que 50% des aides étaient distribuées à des sociétés des pays de l'OCDE, voire même domiciliées dans les paradis fiscaux! 40% de ces aides concernent des entreprises de très grande taille, cotées sur les plus grandes places boursières de la planète. Ces nouvelles formes de financements ont donc tendance à sous-traiter le « développement » des pays pauvres auprès des entreprises multinationales des pays riches. (...)

« Comment l'aide au développement se privatise au profit des grandes multinationales » par Thomas Clerget, Bastamag, lundi 21 juillet.

S'abonner à l'Anticapitaliste

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo + Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire _____

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 28 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 20 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 40 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 22 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 18 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 36 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 38 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 76 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org